



Perspectives

79

MISSIONNAIRES

2020

Revue protestante de missiologie



**Monde rural, un nouveau
lieu de mission**

- 1 **Avant-propos**, par Marc Frédéric Muller
- 3 **Carte blanche à** Basile Zouma

Dossier : Monde rural, un nouveau lieu de mission

- 7 **Introduction** par Jean-François Zorn
- 17 **La détresse des Églises de terroir** par Alain Arnoux
- 21 **Deux expériences de mission dans le monde rural français**
par Guillaume de Clermont
- 27 **Questions à Matthew Riley, missionnaire à Pontivy pour l'EPUdF**
Interview par Gwenaël Boulet
- 31 **Une aumônerie agricole, pourquoi ?** par Pierre-André Schütz
- 39 **Terres d'espérance 2020, rencontres nationales du rural**
par Odile Mack
- 45 **Kolbsheim, quand l'écologie offre un champ de mission**
par Caroline Ingrand-Hoffet
- 53 **La mission intégrale et la réconciliation avec la terre**
par Roger Zürcher
- 65 **Un appel à aller plus loin !** par Gwenaël Boulet

Rubriques

- 71 **Hors dossier La contextualisation : réflexions théoriques et critiques** par Jean Koulagna
- 85 **Chronique Une mosaïque d'Églises ou une Église mosaïque ?**
par Michel Durussel
- 87 **Lecture**
Capitão, BD de Yann Karlen et Stefano Boroni, Lausanne, Antipodes, 2019,
par Michel Durussel

Réflexion

- 89 **Covid-19 : décomposer les passions**, par Marc Frédéric Muller

Couverture : ramassage de pommes de terre à Eckwersheim (Alsace), 2019... après l'incendie d'une ferme. © Jean Wendling

Avant-propos



Marc Frédéric Muller,
directeur de la revue Perspectives missionnaires.

Malgré l'épidémie et l'instauration d'un confinement strict, l'équipe de *Perspectives missionnaires* s'est mobilisée pour que paraisse ce numéro programmé bien avant la propagation du Covid-19. Même si les esprits sont focalisés sur la crise sanitaire et ses conséquences, il nous a semblé important de garder le cap et de marquer une continuité.

Les rythmes de notre revue signifient notre engagement à traiter des sujets de long terme, différents de l'actualité immédiate. Pour autant, le caractère hors normes de la pandémie et son onde de choc mobilisent évidemment notre attention.

Cette contribution se poursuit page 89.

Marc Frédéric Muller

Carte blanche à...

Basile Zouma



Basile Zouma, pasteur de l'Église protestante unie de France, est secrétaire général du Défap-service protestant de mission à Paris.

Bâtir pour habiter

Une nouvelle religion

Dans une de ses lointaines origines, bâtir consistait à chérir, à protéger, à labourer la terre et à cultiver. Bâtir ouvre ainsi la possibilité de résider ou séjourner, habiter et se sentir chez soi en paix dans un lieu donné. La qualité de l'habiter se joue donc dans l'efficacité du bâtir. Vivre sur la terre, c'est participer consciemment ou non à cette activité.

L'actualité de cette dernière fait régulièrement appel à notre conscience écologique responsable ; elle nous invite à une attitude participant de la préservation de la nature et de notre environnement. Cet appel est pressant voire stressant. Il se fait de plus en plus angoissé et angoissant dans un discours souvent catastrophiste avec son scénario apocalyptique. La fin est présentée comme imminente si l'humain ne fait rien pour ralentir ou freiner le mouvement inévitable vers l'effondrement.

On peut noter que la conscience humaine globale intègre et finit par accepter ce qui serait de l'ordre de la faute originelle où l'humain est d'emblée fautif s'il ne fait pas de tri sélectif, de consommation raisonnée, de covoiturage, etc. Une mécanique religieuse s'est

sécularisée pour donner naissance à un nouveau type de croyant qui est invité, dans sa nouvelle piété, à faire « pénitence verte », s'acquitter « d'indulgences écologiques » pour gagner son paradis auprès du dieu-planète terre. La créature humaine est montrée du doigt pour les dommages qu'elle inflige à son habitat.

Il est donc urgent de bâtir, c'est-à-dire de bousculer l'existant incluant cette mécanique culpabilisante. Il nous faut une petite dose d'hérésie pour éviter de basculer dans la tyrannie d'une pensée unique risquant de faire taire toute controverse. Il s'agit de faire un pas de côté pour oser une parole-poil à gratter. Devant la posture d'une responsabilité quasi divine de l'humain pour la préservation ou non de la nature, « les hérésies – disait Hubert Reeves – jouent un rôle essentiel. Elles tiennent les esprits en état d'alerte ».

Ce positionnement ne doit pas faire perdre de vue la légitimité du discours et de la critique écologiques. Ceux-ci ont le mérite de remettre en cause les finalités du progrès et de poser la question des limites. Ils réveillent notre sensibilité à la nature et soulignent les effets du dérèglement climatique.

Un nouveau messie, le contemporain

La définition que donne le philosophe italien Giorgio Agamben du contemporain me permet d'ouvrir ici une voie par laquelle cette hérésie trouve une possibilité de déploiement. Pour lui, le contemporain est « celui qui appartient véritablement à son temps, [...] qui ne coïncide pas parfaitement avec lui ni n'adhère à ses prétentions [...] ; il est plus apte que les autres à percevoir et à saisir son temps. Cette non-coïncidence, cette dyschronie ne signifient [...] pas que le contemporain vit dans un autre temps, ni qu'il soit un nostalgique. La contemporanéité est donc une singulière relation avec son propre temps, auquel on adhère en prenant ses distances... ».

Une expression biblique évoque cette contemporanéité ; « vous n'êtes pas du monde, et... je vous ai choisis du milieu du monde... » (Jean 15, 19). Ce que la distance hérétique du contemporain (statut souhaité du chrétien) vient questionner ici et remettre en cause, c'est la scénographie apocalyptique du credo collectif sur l'imminence de la fin. Devant ce credo, tout questionnement devient hérétique. Les nouveaux prophètes utilisent sans mesure le tambour

bruyant de la panique, de la peur et de l'angoisse pour sommer d'expier sans tarder.

« Examinez tout, retenez ce qui est bien »

(1 Thessaloniens 5, 21)

L'orgueil du discours catastrophiste de notre temps est de se croire détenteur du pouvoir de détruire cet univers qu'il n'a pas créé. Le fait de se revêtir ainsi de ce pouvoir accentue le poids d'une responsabilité impossible à porter et active les réseaux de la culpabilité et de l'angoisse devant une terre qui va bientôt se dérober sous nos pieds. Il faut remettre les choses et les hommes à leur place. Il nous faut bâtir dans la confiance et la sérénité le monde à habiter de manière responsable et paisible. Or le catastrophisme du discours angoissé devant une fin imminente se révèle peu propice à l'engagement d'une vie habitée de la force de l'espérance.

En tant que croyant, il s'agit de se situer dans une dimension horizontale de responsabilité humaine sans perdre de vue la place verticale de l'imprévisible action de Dieu dans l'univers. L'Église et la société doivent accueillir avec un questionnement critique le discours ambiant sur la préservation de notre planète. Il ne s'agit pas de démolir ce discours sous prétexte qu'il crée une nouvelle religion. Il nous faut plutôt le déconstruire pour retenir ce qui est bon. Plus que dans une angoisse culpabilisante, nous sommes invités à participer au bien être écologique dans une sérénité responsable, dans une sobriété heureuse diraient certains.

Monde rural : un nouveau lieu de mission

Coordonné par Jean-François Zorn et Gwenaël Boulet

Introduction

Jean-François Zorn



Jean-François Zorn, pasteur, est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Institut protestant de théologie, Faculté de Montpellier.

Un nouveau concept pour la mission

Depuis quelques années, dans les milieux de l'engagement missionnaire comme dans ceux de la recherche missiologique, au carrefour desquels se situe la revue *Perspectives Missionnaires*, a surgi la notion de « nouveau lieu de la mission ». Ainsi un numéro spécial commun de 1999 de deux magazines missionnaires français, *Missi* (catholique) et *Mission* (protestant) – aujourd'hui disparus –, était précisément consacré à plusieurs de ces « nouveaux lieux de la mission¹. » « Lieu » ou encore « site » de la mission sont des termes souvent utilisés, moins pour désigner un espace précis dans lequel se déroule une expérience missionnaire, que pour caractériser le renouvellement du processus de rencontre de la parole évangélique avec une situation humaine.

1) *Mission*, Numéro spécial commun *Missi* – *Mission* : *Missi*, nouvelle série, n°61, février 1999 ; *Mission*, n°89, 174^e année, janvier 1999.

Étudier ce renouvellement est intéressant parce que des situations nouvelles se présentent à l'Église aujourd'hui, mais également des situations anciennes qui nécessitent d'être revisitées missiologiquement, afin de tenir compte des temps nouveaux dans lesquels la parole évangélique est appelée à retentir. C'est le cas du monde rural traité dans ce dossier : c'est dans ce monde que se situent les régions d'implantation traditionnelle du christianisme, tant en Europe qu'ailleurs dans le monde. Or ces régions sont aujourd'hui en difficulté mais connaissent des mutations qu'il convient de comprendre afin de faire advenir la bonne nouvelle de l'Évangile dans la ruralité de demain.

Les arguments du dossier

Pour solliciter les différents auteurs des articles qui sont donnés à lire ici, Gwenaél Boulet et Jean-François Zorn, responsables du dossier « Monde rural, un nouveau lieu de mission », leur ont adressé le bref argumentaire suivant, assorti de quelques questions :

- Dans le monde, espaces ruraux et espaces urbains sont en perpétuelle mutation. L'équilibre qui lie ces espaces aussi. Tantôt la ruralité est mise en valeur, tantôt c'est l'urbanité qui prend le pas. La principale passerelle atemporelle entre monde rural et monde urbain est la production alimentaire. Ce sont les campagnes qui fournissent la nourriture aux villes. La culture de la terre a longtemps été vivrière : on cultivait alors pour la communauté que l'on connaissait, dans laquelle on vivait.
- Le développement des villes, l'essor industriel, et la mondialisation ont transformé l'agriculture. Pour l'essentiel aujourd'hui, elle est devenue intensive et soumise à la double loi d'une offre rentable et d'une demande croissante. Transformés par ce type d'agriculture, les territoires ruraux se sont alors vidés de leur paysannerie traditionnelle. Le développement urbain qui s'est accéléré au cours de ce dernier siècle rassemble dans les espaces urbains et suburbains des populations de plus en plus nombreuses venues d'horizons culturels très divers.
- La migration, qu'elle soit nationale (exode rural) ou inter-

nationale (exil économique, refuge politique), a toujours participé de ces transformations. Mais les migrations connaissent aujourd'hui des mutations qui concernent aussi l'espace rural sous la poussée conjointe de la paupérisation, de la dégradation des conditions de vie et de l'environnement, des mouvements de populations prises entre exode et concentration, de la nécessité de retisser des liens sociaux, etc.

- Les Églises ont profité du développement urbain : mise en place de paroisses, implantation des ordres mendiants en ville, développement des missions dans et à partir des villes, etc. Elles ont donc connu tous les contrecoups des évolutions sociétales tracées à grands traits ci-dessus. Mais toutes les villes n'ont pas tiré leur épingle du jeu et certaines campagnes voient leur démographie exploser (phénomène rural) et leur agriculture se diversifier (passage au bio, circuits économiques courts, etc.).
- Comment les Églises accompagnent-elles le temps présent et la diversité des contextes ruraux ? Quels sont les enjeux de la mission, ses perspectives et ses questions selon les contextes ? Le double défi des migrations et des changements climatiques est-il relevé par elles ? Les promesses bibliques sur la création sont-elles en mesure de conjurer les menaces qui pèsent sur le monde rural ?

À la lecture des articles du dossier émanant d'auteurs ne se connaissant pas, issus d'Églises différentes (protestantes luthéro-réformées, mennonite, catholique), de pays différents (France, Suisse, Afrique), deux choses nous ont frappés :

- Deux thèmes communs ressortent, celui des mutations constantes du monde rural et celui de la sauvegarde de la planète à travers la nécessaire prise en compte de la problématique écologique, avec la question sous-jacente : « comment faire du neuf avec du vieux ? » Ce dernier qualificatif n'est pas péjoratif, car ce qui est vieux est premier, vénérable et fondateur, mais doit aussi pouvoir être refondé pour qu'advienne l'interaction positive du monde chrétien et du monde rural.

- L'analyse, souvent implicite, du contexte du monde rural sur laquelle reposent ces articles nous ont rappelé une autre analyse, plus ancienne parue en 1988 dans un dossier de la revue *Autres Temps : les cahiers du christianisme social*, intitulée « Devenir de la société rurale »². Trois articles ont retenu notre attention : l'un de Gilbert Vincent : « Que devient le protestantisme en milieu rural ? », et deux autres de Dany Nocquet : « Vers une société rurale nouvelle » et « Présence protestante au monde rural : le Mouvement d'action rurale (MAR) ».

1927, 1988, 2020 : constantes et nouveau

L'article de Gilbert Vincent, alors professeur de philosophie à la Faculté de théologie protestante de Strasbourg, s'appuie sur une enquête commandée par le MAR pour ses Assises annuelles d'avril 1988 au Centre de sociologie du protestantisme. L'intérêt de cette enquête pour nous aujourd'hui est double : premièrement, elle procède à une comparaison de ses résultats avec ceux d'une précédente enquête conduite en 1927 par l'économiste Charles Gide au nom du christianisme social ; et deuxièmement, elle montre à la fois des constantes et des mutations du monde rural à soixante ans d'intervalle.

Comme nous aurions aimé disposer d'une enquête analogue aujourd'hui, à trente-cinq ans d'écart de la précédente ! Mais tel n'est pas le cas, le MAR n'ayant plus aujourd'hui la vitalité d'antan. Parions donc que cette introduction, le dossier qui suit et sa conclusion permettront de combler quelque peu cette lacune.

10

Gilbert Vincent invite d'abord à dépasser « la vieille équation entre ruralité et agriculture » en rappelant qu'au XX^e siècle le pourcentage des agriculteurs dans les Églises de campagne de France a constamment diminué, atteignant moins de 10 % en 1988. Si, dans une proportion notable, les Églises du monde rural comptaient alors des commerçants, des artisans et, dans certaines régions, des ouvriers, elles dénombreraient déjà un bon nombre d'anciens

2) « Devenir de la société rurale », dans *Autres Temps*, n°20, hiver 1988-89/janvier.

nécessairement restés sur place. Aujourd'hui, ce groupe a été renforcé par des jeunes retraités venus ou revenus de la ville au pays.

Parallèlement, des urbains encore en activité viennent résider dans les zones rurales suburbaines donnant ainsi naissance à une nouvelle catégorie, les « rurbains », nombreux dans les Églises et quelquefois prêts à s'y engager. Le phénomène était déjà en gestation en 1988 et Vincent relève l'existence d'un certain nombre de « noyaux actifs » allant de créateurs d'activités de type agricole à des activités culturelles liées au tourisme en passant par des opérateurs d'entraide locale ou internationale (soutien au Tiers Monde).

À côté de ces aspects lumineux, que plusieurs articles du dossier soulignent également, Vincent relève un « pessimisme diffus » que l'enquête de 1927 constatait déjà. « La question à ce sujet, écrit-il, serait de savoir si nous savons toujours voir ce que nous pouvons voir ; autrement dit : si notre culture protestante héritée, souvent existante à l'état de tradition, sinon de quasi réflexion, nous permet de voir et de reconnaître des signes d'une vitalité autre que résiduelle, autre que marginale du protestantisme³. »

J'ai fait le même constat dans les Cévennes (France) où je réside depuis dix ans en notant trois difficultés dans notre Église :

- **On ne sait pas transmettre** : en fait, « avant », la succession des responsables d'activités des plus matérielles (confection de gâteaux, etc.) aux plus spirituelles (catéchèse, etc.) se faisait « naturellement », c'est-à-dire « traditionnellement », sur le mode reproductif de-ce-qu'on-avait-toujours-fait : si l'un(e) ou l'autre des responsables de ces activités tombait, un(e) autre se levait pour prendre la suite sans autre protocole. Or cette chaîne de transmission est aujourd'hui rompue. Personne ne prend la suite. Mais n'y a-t-il vraiment personne pour continuer ? Pas vraiment, même s'il y a moins de monde. Mais les personnes nouvelles n'ayant pas regardé faire les anciennes ne s'avancent pas. Il faut donc aller les chercher, pratiquer en quelque sorte le discernement des ressources humaines.

11

3) Gilbert VINCENT, *art. cit.*, p. 18.

- **On ne sait pas anticiper** : c'est la conséquence de la première difficulté. On a l'impression que le temps ne s'écoule pas mais qu'il se répète. Quand une activité ne marche plus comme avant et va manifestement vers sa fin... on la laisse mourir au lieu de la renouveler. Demain devrait donc être comme hier ? C'est ainsi que de grandes activités d'Église comme l'animation jeunesse, pourtant souvent évoquée comme le fleuron des temps glorieux, disparaît. Or il y a encore des jeunes ! Plus les mêmes, plus dans les mêmes lieux, plus avec la même mentalité... Le problème est qu'on ne sait pas comment les contacter. Il faut donc réfléchir au changement de mentalité des jeunes et redonner confiance aux adultes pour qu'ils apprennent à leur confier à nouveau des responsabilités.
- **On ne sait pas évaluer** : beaucoup d'activités se déroulent encore (repas, conférences, veillées, concerts, etc.) mais on n'en fait jamais le bilan, si ce n'est pour écrire dans le bulletin paroissial que « c'était bien et que cela a rapporté x euros », même si quelques indices, glanés au passage, permettent de dire que ça va moins bien qu'avant (moins de monde, difficile de trouver des animateurs, etc.). Pas de bilan positif/négatif donc, ni d'évaluation pour tenter de faire mieux ou autrement la prochaine fois. Il faut alors apprendre à avoir l'esprit critique en montrant qu'évaluer est constructif et non destructif.

Dans le même sens, Gilbert Vincent note encore que « certains groupes protestants savent, sans trahison de l'héritage des valeurs protestantes, même les plus "religieuses", trouver des traductions pertinentes, utiles et opportunes, des valeurs évangéliques, de liberté, de responsabilité et de solidarité. »

12

Plusieurs articles du dossier font état d'expériences de ce type susceptibles, comme l'écrit encore Vincent, d'essaimer à condition « avant tout d'oser, de faire preuve d'initiative. Seule l'initiative permet, simultanément, de prendre la mesure des obstacles réels et des ressources stratégiques. Avant l'initiative, les obstacles sont souvent majorés, voire fantasmés⁴... »

4) *Ibidem*, p. 20.

Retrouver l'esprit d'un mouvement d'action rurale

Dans ses deux articles du dossier d'*Autres Temps*, Dany Nocquet, alors pasteur à Barbezieux et secrétaire général du Mouvement d'action rurale, rappelle que le MAR est né en 1949. Ses premières journées d'Assises posaient déjà la question du devenir des agriculteurs au moment où s'accélérait l'exode rural en France et, dans la foulée, celle de l'avenir des Églises de campagne. Les premières actions envisagées étaient des sessions nationales de concertation au cours desquelles on multipliait les rencontres locales d'agriculteurs pour lutter contre l'isolement et le repli sur soi, apporter de l'information sur le devenir du monde rural et la création de centres de vulgarisation, notamment pour les femmes.

Les dix premières années du MAR furent donc un temps de solidarité du monde rural chrétien : « L'Église n'a pas pour mission de faire de l'agriculture ni de s'occuper de technique agricole — déclarait en 1958 l'un de ses animateurs, le pasteur Brissaud —, mais d'annoncer dans le monde rural, comme ailleurs, l'amour de Dieu en Jésus-Christ, pour tous les hommes, et la seigneurie du Christ sur tous les domaines de la vie de ces hommes. Si donc la société rurale est en crise, l'homme rural dans la détresse, l'Église se sent appelée à venir à son aide au nom de Jésus-Christ, dans les conditions même où cet homme se trouve placé. Ainsi se fonde le triple aspect de l'action rurale : religieux, social, culturel. » Puis, après avoir développé ces trois aspects, il concluait : « L'Église est bien placée pour établir des contacts confiants entre les agriculteurs et ceux qui peuvent les conseiller, les guider utilement dans les nouvelles techniques de leur métier. Et bien placée aussi pour permettre la compréhension mutuelle entre l'homme de la campagne et de la ville, au sein d'une civilisation en devenir, où les formes et moyens d'expression de la vie urbaine font pression sur le monde rural, l'oblige à modifier sa vie sociale et professionnelle⁵. »

13

Une deuxième phase du mouvement commença dans les années 1960 où le MAR se posa la question de sa spécificité. En effet, si

5) Cité par Dany NOCQUET, « Vers une société rurale nouvelle : le MAR », *Autres Temps*, n°20, 1988, p. 33-34.



les chrétiens avaient été pionniers dans le domaine de la formation agricole et de la conscientisation sur la condition paysanne dans un monde en mutation, ces actions étaient de plus en plus prises en charge par des organismes publics.

Après 1965, les thèmes de réflexion des sessions nationales portaient moins sur la condition paysanne et son adaptation que sur des questions internationales au moment où la politique agricole européenne se mettait en place sur fond de mondialisation. Le MAR devint alors une plate-forme de sensibilisation aux grandes questions qui traversaient le monde paysan pour définir ce qu'était la ruralité. A partir de ce moment-là, le MAR n'a plus guère pris en compte la question ecclésiale et a connu une certaine politisation de ses cadres en même temps qu'un renforcement de la réflexion éthique au détriment de l'évangélisation telle qu'elle était conçue à la création du mouvement.

Cette évolution ne provoqua cependant pas une grande crise mais plutôt une réorientation du mouvement vers une tâche de vigilance, voire de pression en tant que représentant non plus seulement d'une catégorie socioprofessionnelle mais du milieu rural dans sa diversité : « le MAR — écrit Nocquet — veut être la voix

du protestantisme rural auprès des instances d'Églises et devant les responsables agricoles [...]. Sa vocation doit être aussi ecclésiale en montrant que le protestantisme des campagnes aspire à avoir des pratiques et des engagements significatifs aujourd'hui afin qu'il soit visible au regard des autres par autre chose que par ses clochers [...] pour lui permettre de retrouver plus de pertinence et de vitalité ⁶. »

Cette évolution indique qu'une rupture profonde s'est produite dans les méthodes d'évangélisation des années 1960. Jusque-là, on songeait à une évangélisation individuelle sur le mode revivaliste avec un volet social, mais le contexte socio-économique n'avait pas pris le poids qu'il aura après les mouvements sociaux de la fin des années 1960. À partir de ce moment-là, l'action politique et syndicale a été considérée comme porteuse d'une finalité : la recherche de la justice pour l'homme, dont on a estimé qu'elle réalisait en fait la dimension éthique et diaconale de l'Évangile sans qu'il soit nécessaire quelquefois d'indiquer la référence explicite à cet Évangile.

La crise identitaire d'un mouvement comme le MAR a cependant rappelé au milieu rural sa responsabilité propre. Des associations d'origine chrétienne pouvaient-elles perdre totalement leur référentiel religieux sans disparaître totalement ou tomber dans l'insignifiance ? C'est la marginalisation des hommes du monde du travail, lorsque le chômage et l'exode ont produit leurs effets ravageurs, qui rappela aux Églises et aux associations œuvrant sur place leur responsabilité en matière d'éthique et d'évangélisation.

Entreprendre la mission dans un contexte de crise sociale et dans un monde économique impitoyable nécessita alors de revisiter l'héritage évangélique. Si l'on veut que ce témoignage continue aujourd'hui de soutenir la présence de l'Église dans les milieux ruraux, il doit s'articuler à la compréhension des mécanismes économiques, ceux qui intègrent comme ceux qui excluent les personnes. C'est à ce prix que la contextualisation de l'Évangile peut se faire avec pertinence.

Mais de quelle Église parle-t-on ? De l'Église auto-suffisante et repliée sur elle-même, préoccupée, d'une manière quelque peu désespérée, de conserver sa tradition religieuse ? Ou de l'Église

⁶) *Ibidem*, p. 35-36.

dépendante de la parole qui la fonde et qui est ouverte aux autres ? On trouvera peut-être cette opposition injuste et stérile. Au lieu d'opposer ces deux types d'Église, au risque de perdre la première et de ne pas trouver la seconde, parions qu'émerge ici ou là dans le monde rural une sorte d'« alter Église » mélangeant tradition et innovation ; c'est peut-être cela l'Église missionnaire en milieu rural. Cette Église en gestation n'est pas ici ou là ; il y a de l'« alter Église » ici et là, dans les Églises établies bien sûr, mais également en dehors d'elles. Mais comment repérer les éléments qui la constituent ? Telle est la question ouverte.

Pour continuer de la porter, je conclus en revenant à la notion de « nouveau lieu de la mission » évoquée au début de cette introduction en vous proposant d'en faire un outil de lecture du dossier dans l'esprit d'un extrait de l'éditorial du dossier des revues *Missi-Mission* : « Une étape est en train de se vivre. Rude pour un christianisme obligé d'abandonner en permanence la sécurité des méthodes éprouvées et d'aller encore plus loin que l'assemblée des fidèles, en s'engageant sur les routes connues de Dieu seul. Passionnante pour un Évangile quittant les bâtiments pour se retrouver sur les chemins. Enthousiasmante si elle est vécue à plusieurs, à la suite du premier et du seul missionnaire, celui qui nous précède, Jésus-Christ⁷. »

7) Dossier *Missi/Mission*, p. 3.

La détresse des Églises de terroir

Alain Arnoux



Alain Arnoux est pasteur de l'Église protestante unie de France. Il a été en poste à Bourdeaux-Dieulefit-Valdaine (Drôme) avant de prendre sa retraite en 2018.

Certains coins de France sont réputés « terroirs protestants ». En dehors de l'Alsace et du Pays de Montbéliard, il s'agit du « Croissant fertile » qui part du Poitou-Charentes et va jusqu'à l'ensemble Drôme-Ardèche, en passant (entre autres) par la Guyenne, les pays du Tarn, les Cévennes, le Bas Languedoc. Ajoutons quelques îlots en Normandie, en Provence et dans les Alpes. Là ont vécu depuis la Réforme et vivent encore une foule d'Églises rurales, avec une conscience historique forte. Par ailleurs, il existe un « pays cathare » où il n'y a plus ni Église cathare ni Cathares, sauf des Cathares réinventés. Mais cela fait vivre le tourisme. Est-ce l'avenir qui attend les « terroirs protestants » ? Quand on est pasteur dans une de ces Églises rurales de terroir, une de ces Églises sans enfant, devant la tristesse douce et résignée de ceux qui voient s'éteindre le protestantisme qu'ils ont connu, on est parfois amené à se poser cette question.

On n'en est pas là. Pas encore. Jamais peut-être. Mais ce qu'on vit sur le terrain est une mutation douloureuse. Et qui dure ! Ce qui est écrit ici n'a aucune valeur sociologique. C'est le ressenti (et le ressenti... ment !) d'un pasteur issu du « terroir », qui a commencé et achève son ministère dans des Églises du terroir, et qui

est passé, en quarante ans, d'une vie paroissiale encore « normale », avec baptêmes et mariages, école biblique nombreuse, catéchisme, groupe de jeunes, à une vie paroissiale où il ne reste rien de cela.

Là où il y avait encore quatre ou cinq pasteurs, aujourd'hui on se bat pour maintenir un poste, et plus encore pour le pourvoir. Nos Églises de terroir sont devenues des Églises de disséminés, là où il y a quelques dizaines d'années, elles représentaient un pourcentage important, sinon majoritaire, de la population.

Or elles n'ont ni la culture ni le dynamisme d'Églises de disséminés nées en *no huguenot's land*. Elles ne se voient pas comme des avant-postes, mais comme des arrière-gardes sacrifiées. Sans doute le poids d'un passé parfois glorieux auquel tout les ramène - et d'abord le tourisme huguenot - est-il trop lourd.

Que s'est-il passé ?

Le phénomène a été amorcé il y a longtemps, au dix-neuvième siècle déjà. On n'a peut-être pas voulu le voir, ni sur place ni dans les « instances ». Pourtant, Marc Bœgner¹ en parlait dans les synodes nationaux, il y a... longtemps. Dès la séparation des Églises et de l'État, des conseils presbytéraux jusqu'aux instances, on a lutté pied à pied pour préserver ce qui existait, et on a reculé pas à pas. On s'est saigné pour honorer la cible financière votée par le synode (réputation oblige !), souvent en renonçant aux équipements locaux indispensables. Signe des temps : maintenant on se bat plutôt pour la faire réduire, d'année en année. On s'est battu pour conserver le poste pastoral, quitte à tricher sur les statistiques pour le justifier. On s'est battu pour maintenir l'association culturelle, et on ne trouve plus de conseillers presbytéraux. On se bat pour entretenir des temples encore trop nombreux, inadaptés et sous-utilisés, parce qu'y renoncer, c'est comme s'effacer soi-même d'un territoire. Les causes, on les connaît : exode rural accéléré, rupture de transmission frisant l'auto-révocation depuis deux générations, éloignement du travail et donc changement des rythmes de vie, ce qui complique la vie communautaire. Si ces Églises sont exsangues, ce n'est pourtant pas par manque de foi et de dévouement.

1) NDLR : Marc Boegner, pasteur réformé, président de la Fédération protestante de France de 1929 à 1961

Détresse des Églises du terroir.

On attend d'elles de vivre au rythme parfois haletant des préoccupations synodales. On attend d'elles, peu ou prou, les mêmes performances dans le témoignage que des Églises de grande ville. Et, en même temps, on les exhorte à « réduire la voilure », à supprimer des postes, à se débarrasser des temples, plus, pensent-elles, pour l'équilibre du budget régional que pour leur permettre d'élaborer leur propre projet. Et été après été, il y a la saison : arrivent les résidents secondaires (souvent protestants) qui veulent retrouver la paroisse qu'ils ont toujours connue, et les randonneurs curieux du passé huguenot. Il faut « assurer », et on est de moins en moins nombreux, et de plus en plus vieux, pour « assurer ».

Achevons le tableau : comme pour les médecins, il est devenu difficile de trouver des pasteurs pour les Églises de terroir. Si autrefois beaucoup d'Églises de terroir étaient des postes recherchés, ce n'est plus le cas. Les pasteurs issus des terroirs et pétris de leur histoire sont aussi de moins en moins nombreux. Dès lors, les vacances de poste sont longues et épuisantes pour les vaillantes équipes qui animent la vie de ces Églises.

Et maintenant ?

Le constat que j'ai brossé est triste et décourageant. Mais c'est en fonction du passé, un passé pas si ancien. L'avenir, c'est quoi ? Nous ne le savons pas, il ne nous appartient pas. Mais si nous en voulons un, il ne faut pas se tromper d'objectif spirituel. Il ne s'agit pas d'assurer l'avenir du protestantisme en ces lieux, mais d'être porteurs de la présence du Christ. Cela veut dire d'abord renoncer à s'épuiser au maintien de ce qu'on a toujours connu. Cela signifie ensuite choisir pour option le témoignage : par exemple, penser toutes les rencontres pour être offertes à toute la population, rencontres dans les maisons plutôt que dans les salles paroissiales, avec invitation aux connaissances et aux nouveaux installés, histoire de casser les solitudes et de créer du lien.

Après avoir limité notre évangélisation aux enfants de la « tribu », il s'agit de partager désormais l'Évangile (c'est-à-dire aussi le redécouvrir) avec des adultes qui n'en sont pas. Puis imaginer des partenariats, des réseaux : avec les Églises de ville, leurs pasteurs et leurs paroissiens vacanciers, pour penser, organiser et parta-

ger le témoignage en saison touristique ; et avec les Églises qui ont toujours été disséminées, pour partager leur expérience. Puis, peut-être, renoncer à avoir des pasteurs, c'est-à-dire des sortes de curés résidents comme depuis Napoléon, pour avoir des ministres de l'Évangile itinérants, des ministres – apôtres, comme ceux du Désert, au service du témoignage des Églises locales, qui se partagent un large territoire (à partir d'une ville ?) et y interviennent à tour de rôle, selon leurs aptitudes et les demandes, pour visiter régulièrement et accompagner spirituellement et théologiquement les Églises et ceux qui en animent la vie, regonfler ceux qui prêchent, visitent, enterrent... Inventer des ministères locaux pleinement reconnus équivalents à celui des diacres dans l'Église catholique, afin d'avoir une vie communautaire soutenue, qui ne dépende pas de l'agenda des ministres. En tout cas, il me semble qu'il faut réinventer très vite et audacieusement le service pastoral pour les Églises de terroir, et le faire avant d'y être obligé. Quitte à assouplir et modifier notre système presbytérien-synodal, pour l'adapter à des réalités qui permettent de moins en moins aux Églises de terroir de s'adapter à lui.

Pour finir, je dirai que l'urgence me semble être de mettre l'accent sur la piété personnelle et communautaire, sur une mise à disposition de l'Esprit, et non sur l'agitation. Quelqu'un a dit : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu, et tout le reste vous sera donné en plus ».

Article paru en janvier 2018 dans l'ensemble de la presse régionale de l'Église protestante unie de France.

20

Alain Arnoux est l'auteur de *Vous avez dit évangélisation ? Quelques réflexions pour une Église de témoins*, Lyon, Olivétan 2014.

Deux expériences de mission dans le monde rural français

Guillaume de Clermont



Guillaume de Clermont, pasteur, est président du Conseil régional de l'Église protestante unie de France en région Ouest.

Quelle mission dans le monde rural ? Les réflexions à suivre s'inspirent d'expériences en cours dans la région Ouest de l'Église protestante unie de France. Ces réflexions sont provisoires. Elles sont situées dans le temps et dans des contextes particuliers et ne sauraient être transposables directement ailleurs. Nous proposons ici deux exemples qui nous paraissent représentatifs des efforts engagés par nos Églises locales pour annoncer l'Évangile en milieu rural. Mais ces exemples ne sauraient être exhaustifs d'une part et, d'autre part, plusieurs thèmes abordés ci-après pourraient aussi concerner d'une manière ou d'une autre la mission des Églises dans des contextes non ruraux. Le lecteur en jugera.

Ruralité dans la diversité

Plusieurs zones géographiques de la région Ouest présentent les caractéristiques du monde rural. Les plus significatives sont l'Indre et la Creuse, le Poitou rural, la Vendée et le centre Bretagne. Mais les situations géographiques et socio-économiques de chacune de ces zones sont bien différentes. Nous n'entrerons pas ici dans une analyse approfondie de chaque zone, mais il nous semble essentiel de pointer quelques variables qui influencent évidemment la problématique de la mission. D'abord, la question des distances et des voies de circulation. La Creuse, par exemple, est une zone géographique extrêmement disséminée dans laquelle les distances à parcourir pour le moindre regroupement imposent

21

de nombreux kilomètres, avec un réseau routier essentiellement constitué de départementales et des moyens de transports collectifs quasi inexistants. La Vendée présente, dans une moindre mesure, les mêmes contraintes. En revanche, le Poitou rural ou le centre Bretagne ne sont pas dans la même configuration.

La question économique est une autre variable. La désertification de la Creuse crée une situation peu propice au développement économique et démographique, alors que la Vendée, le Poitou rural, le centre Bretagne ne connaissent pas actuellement de forts déclin économiques ou démographiques.

Un autre paramètre plus ecclésial qui pèse fortement sur la mission, c'est l'histoire des implantations protestantes. Entre le Poitou, qui porte l'empreinte d'une histoire protestante très forte avec des implantations nombreuses et historiques, et le centre de la Bretagne où, jusqu'à une période récente, aucune Église protestante n'était implantée, la perception de la mission se vit très différemment d'un endroit à l'autre.

Quelle mission ?

En réalité, nous devrions dire « quelles missions ? » En effet, chaque contexte convoque une expérience de mission « autre » et nous voudrions l'illustrer ici avec deux exemples très différents :

- le projet missionnaire engagé à Pontivy ;
- le renouvellement du témoignage et de la vie de l'Église dans le Poitou rural protestant (Églises locales de Lezay, du Canton de Lusignan et du Canton de La Mothe).

Pontivy : « ex-nihilo » ou presque...

En centre Bretagne, aucune présence protestante. Juste quelques familles protestantes disséminées inscrites dans le fichier de l'Église locale de Vannes. Le projet vise à développer une implantation de l'Église protestante unie de France à Pontivy (ville de 15 000 habitants). L'idée maîtresse de la mission est de créer un lieu d'accueil et de pouvoir parler de Jésus-Christ et de la Bible à des personnes qui ne les connaissent pas. Au moment où le projet est conçu, il reprend les principes énoncés par la Coordination interrégionale pour l'évangélisation : « l'annonce explicite de l'Évangile au

service d'une rencontre avec le Seigneur ; rejoindre ceux qui ne connaissent pas ou plus l'Évangile ; mettre en œuvre l'accueil et l'écoute de l'autre sans jugement ; favoriser la rencontre personnelle ; respecter le cheminement de chacun, son intelligence et sa liberté ».

Pour la mission, la Région a fait appel à un couple missionnaire américain, de l'organisation Alongside Ministries International, Matthew Riley, pasteur anglican, son épouse Katie et leurs quatre enfants (voir page 27). Elle a mis à leur disposition une maison louée dans le centre de Pontivy. Le couple est encouragé à entreprendre tout ce qu'il veut pour témoigner de Jésus-Christ, faire découvrir la Bible, créer une communauté locale. Un comité de pilotage les soutient pour les aider à discerner les bons chemins et porter dans la prière leur mission. Fruits de la prière, fruits de l'intuition et du discernement personnels, fruits de l'écoute des hommes et des femmes rencontrés à Pontivy par contacts de voisinage ou par des relations sociales ordinaires (école, marché, clubs sportifs et vie associative), les contours de la mission se dessinent. Un groupe de découverte de la Bible, un groupe de mamans qui se retrouve régulièrement, des cours d'anglais, des temps de convivialité autour des jours de fête (Thanksgiving, Noël, Pâques).

Rencontre d'un des groupes de Pontivy



Puis, un groupe d'approfondissement de la foi, un café théologique. Peu à peu, une communauté est née. Depuis quelques mois, le travail se concentre sur la mise en place d'une vie culturelle. Il s'agit d'accompagner progressivement une communauté de personnes n'ayant aucune culture religieuse dans la découverte de la dimension de la célébration.

La réflexion actuelle se concentre sur quelques questions : quel langage ? Quels gestes symboliques ? Quels éléments essentiels (liturgiques) de la célébration, quelle musique et quels chants ? Comment faire lorsqu'on part de rien ou presque ?

L'expérience montre que le moteur de la mission en centre Bretagne, c'est la confiance (tout est dans les mains de Dieu) et le lâcher-prise sur les idées préexistantes de ce que doit (ou devrait ?) être une Église locale. Ici, vraiment, l'Église est bien l'événement qui naît de la rencontre avec l'autre au nom d'un Autre (Jésus-Christ vivant) à l'écoute de sa Parole.

Poitou rural : faire du neuf dans la continuité

La mission dans le Poitou rural est tout autre. Solidement implanté par une histoire longue et ancienne, le protestantisme poitevin connaît depuis plusieurs décennies un déclin lent et régulier. Sécularisation, exode rural, déchristianisation forte. Les temples protestants sont nombreux, empreintes visibles de l'implantation précoce des « Églises dressées » du XVI^e siècle et des mouvements de réveil successifs du XIX^e siècle qui ont permis le rayonnement du protestantisme.

Aujourd'hui, les temples sont vides, les jeunes générations sont peu nombreuses dans la vie des Églises locales, mais les pasteurs sont encore très sollicités pour l'organisation de funérailles de personnes d'origine protestante mais non-pratiquantes.

Il y a encore quelques décennies, de nombreux pasteurs desservaient le Poitou et les plus âgés conservent aujourd'hui la mémoire d'un temps où chaque village avait sa paroisse et son pasteur. Les distances sont courtes entre les temples. Pourtant, dans les consciences, quinze minutes de voiture apparaissent déjà comme un obstacle et chacun reste accroché aux frontières imaginaires de sa paroisse.



Le temple de St-Sauvant (Poitou).

La mission dans le Poitou consiste à rechercher un équilibre entre des habitudes solidement enracinées et des innovations nécessaires pour adapter la vie de l'Église à la réalité.

Honorer le passé, mais adapter la vie de l'Église aux réalités actuelles. Les leviers sont tenus. Le regroupement des associations culturelles s'impose, mais la conservation de quelques traditions locales est nécessaire. Plus que tout, le temps d'appropriation de chaque changement doit être réfléchi.

Toute innovation radicale est immédiatement disqualifiée et produit du repli. La perception de la géographie de la desserte pastorale doit être revue. Tous les éléments constitutifs d'une communauté doivent être remis sur le métier : les temps et les lieux de célébration, les attentes vis-à-vis du ministre, les outils de communication, les rythmes d'activité, l'occupation des temples et des locaux etc.

L'idée directrice de la mission est à la fois d'accompagner la mort lente et progressive d'une forme de vie d'Église (traditionnelle) et de préparer une « Église de témoins » qui vivra autrement demain. A la différence de l'expérience en centre Bretagne, le milieu rural du

Poitou rend très compliqué le concept de « témoignage explicite ». Ici, pas de missionnaire. Chaque membre de l'Église est appelé à être en mission. Mais dans l'éducation protestante (ou rurale?) traditionnelle poitevine, on ne parle pas des choses intimes à l'extérieur. On cultive une forme de pudeur sur son ressenti, ses émotions, ses convictions profondes. La foi, lorsqu'elle existe, fait partie de l'indicible. Difficile, dans ce contexte, de demander à des membres engagés de parler de Jésus-Christ au seuil de l'Église. On cultive plus volontiers un « entre-soi » avec un vrai sens de la fête, des repas partagés, d'une solidarité intra-paroissiale, mais au détriment du renouvellement des membres de l'Église et particulièrement de l'accueil des jeunes générations.

Une voie se dessine

Une voie pourrait ouvrir des possibilités nouvelles d'ouverture, c'est l'écologie. Dans le Poitou, on trouve un fort attachement à la préservation du terroir, du bien-être, de l'environnement naturel. Les initiatives citoyennes sont nombreuses pour proposer des actions de protection de la nature et de lutte contre le réchauffement climatique. Et les Églises locales sont réceptives à ces initiatives. Nous y voyons une piste intéressante pour rejoindre un public plus jeune situé à l'écart de l'Église mais qui reste disponible et bien disposé pour approfondir les questions du sens de la vie. Mais les « piliers » des Églises locales sauront-ils faire de la place à des générations nouvelles qui ne leur ressemblent en rien et dont les modes de vie et les préoccupations sont parfois de plus en plus en décalage avec des traditions rurales ?

Nous tâtonnons, nous cherchons, nous innovons et nous observons. Reconnaissons avec beaucoup d'humilité qu'il est bien difficile d'imaginer ce qu'il adviendra demain (dans dix ans, dans vingt ans ?) du travail missionnaire engagé aujourd'hui à Pontivy ou à Lezay. Mais le travail en cours nous oblige d'une part à réinterroger en profondeur les fondements de ce qui fait l'Église et la communauté et, d'autre part, à accepter que l'avenir de l'Église ne dépende pas seulement de notre créativité et de notre mission mais aussi, et peut-être surtout, de l'œuvre mystérieuse de Dieu.

26

Questions à Matthew Riley, missionnaire à Pontivy pour l'Église protestante unie de France

Interview par Gwenaël Boulet

Comment percevez-vous la ruralité française ?

Ma première perception, c'est qu'en France le monde rural est peuplé. Je viens des États-Unis où la densité de population de certaines villes moyennes ressemble à celle que vous connaissez ici dans les campagnes. Pour moi, les campagnes françaises ne sont pas désertes ! Il y a du monde et je ne comprends pas bien pourquoi les Français parlent de désertification en ce qui concerne la ruralité que je connais. C'est vrai qu'il y a peu de jeunes et qu'il y a moins de lieux de vie sociale et culturelle qu'en ville. Mais il y a des gens qui habitent la campagne et ils sont plus nombreux que ce que vous croyez souvent comme Français.

Il y a aussi ici tout un réseau de francophones qui ne sont pas français. Avec eux, parce que nous sommes américains, nous partageons quelque chose de fort. Ça a été pour moi une vraie surprise lorsque je suis arrivé. Je ne m'attendais pas du tout à ce qu'il y ait une telle multi-culturalité.

Si je réfléchis comme missionnaire, je me dis que la ruralité est un défi en termes de mission pastorale. Ici, j'arrive à rejoindre les personnes essentiellement en soirée et le week-end. Le matin, à la campagne, il n'y a pas grand-chose à faire, pas de lieux où se retrouver. En grande ville, le matin on peut toujours rencontrer des étudiants, des personnes de passage, des touristes. Ici ce n'est pas possible.

En plus, dans leur temps disponible, les personnes ont plutôt envie d'une forme de vie associative, pas forcément d'une vie ecclésiale. Être missionnaire en ruralité me demande de revoir ce que j'ai appris et ce que je connais, pour proposer un cadre d'activité qui puisse rejoindre les personnes dans leurs attentes. Par exemple,

27



La famille Riley à Pontivy.

le dimanche, je joue au foot dans un club. Avec ma femme, nous proposons également des cours d'anglais. Pour nous, c'est une façon de vivre avec les personnes, à leur rythme et en partageant leurs activités.

Enfin, je suis frappé de découvrir à quel point la ruralité dans laquelle je vis est marquée par le catholicisme. La culture, la vie sociale en sont imprégnées. Je n'avais pas vu ça dans mes précédentes expériences en France, au cours desquelles j'avais plutôt vécu la découverte de la laïcité française. Cette fois-ci, c'est différent. La place qu'occupe l'Église catholique me questionne comme missionnaire : je crois que nous avons intérêt à identifier les spécificités protestantes de la mission en ruralité, mais nous devons le faire en complémentarité avec les autres Églises. Il ne sert à rien de développer une offre qui existe déjà chez des frères et sœurs. Par exemple, l'Église catholique est très impliquée dans une diaconie « classique » (aide alimentaire, vestiaire), et l'Église évangélique s'investit dans l'accueil des étrangers. Nous, Église protestante unie de France, avons besoin d'ouvrir un autre champ.

28

Auriez-vous un exemple de ce que l'Église pourrait proposer en ruralité ?

Il y a un vrai besoin de prendre soin des familles. Elles ont besoin de crèches, de haltes garderies. Elles ont besoin d'avoir des lieux qui les accueillent à la manière d'associations. Notre Église pourrait faire cela. Les besoins et les attentes ne sont pas soit exclusivement matériels, soit exclusivement culturels. Il y a des alternatives possibles. Nous pourrions créer des lieux « sas », des lieux d'accueil qui soient des portes d'entrée vers une vie ecclésiale.

Mais pour vivre cela comme chrétien, avec une spécificité chrétienne, nous avons besoin de réfléchir à ce que veut dire aujourd'hui être chrétien en ruralité. Et pour moi, ici, à Pontivy. Que sommes-nous appelés à construire avec le Christ ? Et quand je dis « nous », je pense à l'ensemble des confessions chrétiennes. Il est important, je crois, de dépasser les appartenances confessionnelles pour nous demander ensemble ce que veut dire suivre le Christ aujourd'hui dans notre contexte.

Quel questionnement vis-à-vis de votre mission, de votre ministère ?

Je me demande souvent comment passer d'un réseau de personnes à une vie ecclésiale. A côté des activités « culturelles », nous avons créé des petits cercles bibliques et nous avons tenté un parcours Alpha. Aujourd'hui, après trois ans de mission, nous nous réunissons pour un culte. Ce n'est pas si simple. Comment inviter tout le monde, sans imposer ? Comment garder le lien entre celles et ceux qui ont besoin de célébrer ensemble et celles et ceux pour qui cela n'est pas essentiel ? Comment vivre une communion entre l'ensemble des groupes qui existent ?

Je crois que si j'imagine l'Église de demain à Pontivy, je la vois constituée de plusieurs « ecclésiologies ». Je pense qu'on pourrait vivre chacun dans ces groupes de maison des temps de culte festifs qui ressemblent aux personnes qui les vivent.

Pour moi, ce serait super si vie quotidienne et vie de foi pouvaient « s'impacter » l'une et l'autre. Et pour développer cette Église,

29

nous aurions besoin qu'il y ait un pasteur qui vienne. Ensemble, missionnaires et pasteur, on pourrait sans doute vivre une sorte « d'économie mixte », ici, dans notre Église. Il y aurait la communauté plus classique, qui ouvre des portes sur la vie associative, et il y aurait les ecclésiologies. Chacun pourrait y vivre sa foi comme il est.

En regardant le contexte actuel, je me rends compte que des jeunes ménages, des personnes de 25-35 ans arrivent dans le secteur. Les maisons y sont moins chères et il y a cette possibilité de construire un cadre de vie agréable, calme. C'est une chance pour l'Église, à condition qu'on sache rejoindre ces nouveaux arrivants.

Il y a ici de vraies richesses à vivre et à partager. Et pour conclure, j'ai envie de dire que la campagne n'est pas perdue pour l'Église. Loin de là !

Une aumônerie agricole, pourquoi ?

Pierre-André Schütz



Pierre-André Schütz est aumônier dans le monde agricole dans le canton de Vaud en Suisse.

*« Là où Dieu nous a semé, il faut savoir fleurir ! »
(France Pastorelli)*

Nous vivons aujourd'hui dans le temps de la postmodernité et de la mondialisation qui réussit ce terrible exploit de déraciner l'homme de sa terre et de séparer l'argent de l'éthique et de la morale. On spéculer sur tout, l'humain, sa nourriture, sa vie et son bien-être, pour les sacrifier sur l'autel du dieu Dollar ! L'agriculture, mais aussi d'autres secteurs primaires de notre société, sont en train d'être écrasés par ce monstre inhumain qu'est l'économie mondiale. La mort du secteur primaire est un des indicateurs principaux de la décadence d'une civilisation. Pour Jean-Claude Guillebaud, journaliste et écrivain français, « nous sommes entrés dans un temps où l'Occident ne rayonne plus et est menacé d'une décadence inquiétante ; et ce n'est même plus un temps, c'est un délai. »

Une société qui tue ceux qui la nourrissent et qui permet aux géants de l'économie et de l'industrie de tuer nos artisans et nos PME est une société en danger ! Mais grâce à mon meilleur ami Jésus-Christ, je sais que l'amour gagne toujours et je suis donc habité par une espérance farouche et un indéfectible optimisme. Pour Coluche, l'optimiste est quelqu'un qui entre dans un restaurant sans porte-monnaie et qui commande douze huîtres en espérant que dans l'une d'elle il y aura une perle avec laquelle il pourra payer son repas ! Ce n'est pas pour moi un optimiste mais un rêveur ! Non, l'optimiste n'est pas un être béat qui estime que tout ira bien ! Au contraire, l'optimiste perçoit les défauts de la réalité mais, face à ce constat négatif, il ne conclut pas « ce sera

pire demain ». Il agit pour que cela s'améliore ; il combat le monde, les autres et lui-même pour corriger les insuffisances de la réalité. C'est le sens du texte d'Ésaïe 21, 11 qui parle de la sentinelle : « Sentinelle, que dis-tu de la nuit ? Et la sentinelle répond : le matin vient ! » Au cœur de la nuit, nous pouvons œuvrer pour que le matin se lève ! Un jour ou l'autre, dans notre vie, nous nous trouvons confrontés à l'adversité et au mal. La félicité ne consiste pas à se tenir à l'abri du mal - ça c'est être épargné - ; la félicité débute après les coups. Subir des violences, des déceptions, des insultes, des félonies, des deuils, et néanmoins sourire, faire face et savourer la vie... Apprendre à insérer la douleur dans la trame de nos jours. Peut-être avons-nous peur au moment du combat mais avoir peur, ce n'est pas manquer de courage, c'est prendre le chemin qui conduit au courage.

Situation de l'agriculture en Suisse

Ces derniers mois, plusieurs cas de suicides de paysans ont touché notre canton. La presse en a beaucoup parlé, évoquant notamment le poids écrasant de la gestion d'un domaine, la modestie des revenus, les investissements considérables que demande la moindre modernisation, les chicanes et paperasseries administratives quotidiennes, l'indifférence des politiciens de droite et de gauche, la difficulté, enfin, de trouver un conjoint qui accepte de partager ces charges. Le paysan n'est plus reconnu dans la dignité de sa vocation première, qui est de nourrir la population. On comprend que cela engendre chez certains le sentiment de ne pas avoir leur place dans la société postmoderne qui est la nôtre. Les plus chargés ou les plus fragiles en tirent une conclusion désespérée.

Aux yeux d'un financier néolibéral de Suisse (et pas des Amériques !), la production agricole suisse est un non-sens. Les domaines sont trop petits pour être rentables et le resteraient même fusionnés à trois ou quatre. La géographie suisse est accidentée, voire escarpée. La météo est incertaine. Malgré des revenus agricoles minimaux, les prix sont prohibitifs en comparaison de ceux du Tiers Monde. Du pur point de vue du marché, l'agriculture suisse comme principale source d'approvisionnement alimentaire n'a pas d'avenir. Elle ne devrait même pas avoir de passé. Sous prétexte d'une adaptation à l'économie dominante, les orientations successives de la politique agricole, en favorisant la concentration

des moyens de production, ont généré des crises à répétition aux conséquences sociales désastreuses.

Ce ne sont pas seulement les agriculteurs les plus âgés, ou les moins bien équipés, ou même ceux qui cultivent les terres les plus ingrates, qui rencontrent aujourd'hui de graves difficultés. Pourtant, ce qui est en train de se passer demeure à peine perceptible par l'ensemble de la société, si ce n'est à travers quelques manifestations mal comprises, quelques statistiques mal connues relatives à la chute du nombre d'exploitations, ou encore quelques « faits divers » rapportant des suicides de paysans. Philosophiquement et spirituellement, le paysan a le grand tort d'incarner quotidiennement la soumission de l'homme aux volontés du Créateur et aux lois immuables de la nature malgré toutes nos connaissances en mécanique, chimie, biologie, malgré les organismes génétiquement modifiés et l'informatique. Il a l'audace de rappeler les limites de la volonté humaine à une société qui vit dans l'obsession de la maîtrise totale, du tout-tout de suite et de la non-soumission à une instance supérieure.

La spirale du découragement et le besoin d'accompagnement

A partir d'une situation de fragilité, il faut peu de chose pour basculer dans l'engrenage des difficultés. Il suffit d'une chute brutale des prix, d'un financement inadapté, d'un problème familial ou de santé. L'agriculteur se trouve très rapidement en rupture avec son environnement. Viennent ensuite l'isolement, le sentiment d'échec personnel, le risque de perdre un outil de travail auquel il est affectivement attaché, les menaces sur la maison d'habitation, l'impossibilité de trouver seul une issue. Il lui faut alors prendre conscience qu'il est possible de rompre cet isolement en se faisant accompagner.

Le principe de l'aumônerie en agriculture est de soutenir la personne en cherchant avec elle des solutions à ses difficultés et en l'aidant à regagner son autonomie. L'action menée se positionne clairement de son côté. Elle s'efforce de lui fournir les moyens nécessaires pour assurer la défense de ses intérêts auprès des institutions et la rétablir dans ses droits. Elle tente de prendre en compte à la fois sa situation particulière (sa santé, ses compétences,



Culte des récoltes à Vuillerens, dans le canton de Vaud (Suisse).

ses besoins, ses désirs, ses valeurs, ses limites) et l'ensemble des acteurs environnants. C'est un accompagnement qui s'inscrit dans le sens d'une démarche globale.

Un des rôles de l'accompagnant est aussi de valoriser la personne en difficulté afin de l'aider à se reconstruire intérieurement et extérieurement. Il s'agit qu'elle puisse reprendre confiance en elle, en ses propres ressources, et s'appuyer sur ce qu'il y a de positif dans son entourage. Pour améliorer l'image qu'elle a d'elle-même et qu'elle renvoie aux autres, il est ainsi important de reconnaître le travail accompli auparavant. Celui-ci est bien la preuve que la personne a des compétences à faire valoir qui pourront, le cas échéant, être mises à profit d'une autre façon ou dans un autre secteur.

Seule la personne accompagnée reste à même de prendre en main son devenir ; elle est libre de ses décisions et maître de ses choix. Elle a le droit à l'erreur et peut être en désaccord avec l'accompagnant sans pour autant cesser d'être accompagnée.

La genèse de l'aumônerie

Durant les six premiers mois de l'année 2015, quatre paysans âgés de 35 à 40 ans, de la même volée¹ de l'école d'agriculture de Grange-Verney, se sont suicidés. Ce « tsunami de souffrance » a bouleversé le conseiller d'état Philippe Leuba. Ce dernier a mis au travail son chef de service et le président de l'Église Réformée vaudoise, lui-même confronté dans son ministère en paroisse à de nombreux suicides de paysans, pour qu'ils mettent sur pied une aumônerie du monde agricole et viticole. Nous travaillons à deux, Maria Vonnez de Payerne, agricultrice diplômée et agente pastorale à la paroisse catholique de Payerne, et moi-même. Nous collaborons également avec « Prometerre » qui regroupe, dans le canton de Vaud, les services de conseil en techniques agricoles, les comptables, les contrôleurs des paiements directs et les services bancaires de prêt. Nous sommes aussi soutenus par le service vétérinaire cantonal, les médecins de familles et les services psychiatriques. Nous consacrons 20 % de notre temps pour les écoles d'agriculture et 60 % pour le soutien des paysans en difficulté. Nous accompagnons actuellement plus de 140 familles ; cela représente près de 4% des exploitations puisqu'il y a 3 450 paysans dans le canton de Vaud.

Qui fait appel à l'aumônerie ?

- Dans 50 % des cas, la personne elle-même.
- Dans 30 % des cas, la famille et les proches.
- Dans 20 % des cas, les professionnels : Office des poursuites², médecins, contrôleurs, vétérinaires.

Le paysan qui m'accueille accueille d'abord le paysan en moi, le solidaire professionnel, celui dont il pense qu'il va comprendre les problèmes. Le pasteur vient toujours en deuxième. Une bonne moitié de ceux qui me reçoivent sont des frères et sœurs en humanité qui n'ont pas de lien avec la foi ou l'Église. L'autre moitié sont aussi des frères et sœurs en Christ ; avec eux, il m'arrive de prier, mais ce n'est pas systématique, je suis mon intuition.

1) NDLR : « volée » : helvétisme pour « année de promotion ».

2) NDLR : administration du canton de Vaud qui est chargée des poursuites judiciaires pour dettes et faillites.

Les problématiques rencontrées

Il y a trois grands cercles de problèmes qui, la plupart du temps, se croisent et se cumulent.

Les problèmes techniques

Les progrès technologiques de ces dernières décennies ont été tels que certains agriculteurs n'arrivent plus à suivre et à maîtriser ce progrès. Comme dans tous les métiers, il n'y a pas que de « bons élèves » ; malheureusement, les prix trop bas ne laissent plus le droit à l'erreur, ne permettent plus de « rater » une culture ou un élevage !

Les problèmes économiques

Ils se sont accentués dès 1992, année de l'entrée en vigueur de modifications importantes de la PAC (Politique agricole commune à l'échelle européenne) imposées par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) aux agricultures occidentales. Les prix des produits sont trop bas parce qu'ils sont alignés sur les prix mondiaux ; l'endettement de l'agriculture suisse est un des plus élevés au monde et la terre agricole une des plus chères au monde. Ces trois facteurs ne permettent plus la moindre erreur de gestion ou d'investissement. Enfin, il y a une sur-mécanisation des domaines agricoles qui n'est pas raisonnable : trop de grosses machines et de gros tracteurs.

Les problèmes relationnels

C'est le domaine le plus délicat et celui qui touche le plus les paysans qui nous appellent.

36

La solitude : La solitude est un des fléaux du monde paysan. Le constat est sans appel : plus les problèmes pèsent sur une exploitation, plus le paysan s'isole, se referme sur lui-même, parfois jusqu'au suicide. On ne va presque plus à la laiterie, le camion vient tous les deux jours sur la ferme et le chauffeur est pressé. Il n'y a bientôt plus de bistrot pour partager un moment convivial. On n'a plus les moyens de se payer un ouvrier et on fait le travail tout seul. Souvent, le conjoint travaille car on a besoin d'un revenu annexe pour tourner. Mon expérience de l'accompagnement pas-

toral, mon empathie et mes compétences de paysan et d'ingénieur agronome aident alors à gagner la confiance de personnes souvent trop fières pour « se répandre », et qui vont jusqu'à se pendre ! C'est ici qu'une écoute active et un dialogue peuvent avoir lieu afin qu'une « parole » commence à exister et à agir, et que la Vie revienne. Nous accompagnons seize familles qui ont vécu un suicide dans leur entourage au cours des quatre dernières années. Oui, la solitude tue !

L'administration : Comme beaucoup de petites entreprises de ce pays, le monde paysan subit une trop forte pression provenant de tracasseries administratives, de contrôles, de difficultés dans les dossiers juridiques et les impôts. Sur un domaine moyen de 30 ha et de trente vaches, il faut en moyenne compter cinq heures par semaine de travail de bureau et d'informatique pour gérer l'administration et les finances. Souvent, c'est l'épouse qui s'en occupe ; encore trop de paysans ne maîtrisent pas ces questions et n'ont pas compris que l'on gagne à y consacrer du temps.

L'absence féminine : Un domaine agricole sans la présence d'une femme est un domaine en perdition. Or nous sommes encore dans une profession où il y a trop de machos ! L'Union suisse des paysans a été créée en 1892... mais c'est aujourd'hui la première fois qu'il y a une femme au présidium, Christine Bühler, présidente des paysannes suisses. Pour qu'elle puisse siéger, il a fallu changer les statuts ! Partout, mais peut-être plus encore en agriculture, la femme travaille plus que l'homme mais, mal ou pas reconnue, elle se décourage.

Les conflits de générations et la transmission des domaines : Nous accompagnons dix-huit familles qui sont en difficulté à cet égard. Encore trop souvent le patrimoine du domaine devient l'idole à laquelle on sacrifie le bonheur du fils qui se sent moralement obligé de prendre la suite même s'il n'en a pas envie. « Nous sommes sur la ferme depuis trois, quatre ou cinq générations et il ne faut pas que cela change ! Tu dois rester fidèle au travail de tes ancêtres ! » Ces discours mettent une pression incroyable sur les enfants susceptibles de pérenniser la dynastie. Il ne s'agit pas de brader un patrimoine mais nous n'avons pas le droit de sacrifier le bonheur de nos enfants pour une propriété matérielle.

37

Un autre problème, encore plus fréquent, concerne le rôle du père. Il arrive que celui-ci ne parvienne pas à s'arrêter et qu'il fasse la vie dure à son fils, allant jusqu'à l'humilier par une critique systématique de son travail. Sur les dix-huit familles que nous accompagnons, onze fois c'est la mère qui nous a téléphoné. Des mères qui sont naturellement tournées vers l'avenir de leurs enfants, alors que les pères sont trop souvent bloqués sur l'avenir des domaines familiaux... et ce n'est pas la même chose ! Ils n'arrivent pas à dire à leurs fils qu'ils les aiment, qu'ils sont fiers d'eux et qu'ils leur sont reconnaissants.

Je conclurai simplement en dédiant aux paysans et vigneronnes que je côtoie cette injonction lumineuse du pape François : « Ne leur volez pas leur espérance ! »

De larges extraits de cet article ont paru en juin 2017 dans *Choisir : revue culturelle d'information et de réflexion*, éditée par les jésuites de Suisse romande :

<https://www.choisir.ch/societe/societe/item/2918-une-aumonerie-agricole-pourquoi>

« Terres d'espérance 2020 »

Des rencontres nationales du rural, initiées par les évêques de France

Odile Mack



Odile Mack est chargée de mission à la Mission en monde rural de la Conférence des évêques de France (Église catholique).

Face aux mutations et aux pauvretés institutionnelles dans les territoires ruraux (qu'elles viennent de l'Église ou de la société civile), quelle présence de l'Église dans le monde rural ? Quelle pastorale ? Comment annoncer l'Évangile ? C'est pour tenter de répondre à ces problématiques que les évêques de France (auxquels sont associés des mouvements et des communautés) ont voulu organiser la rencontre « Terres d'espérance 2020 ».

Un constat s'impose : on a une Église rurale en « jachère », avec de moins en moins de délégués diocésains pour la mission ; des territoires de plus en plus grands desservis par des prêtres de plus en plus âgés et de plus en plus étrangers. Cependant, on découvre des chrétiens porteurs d'initiatives locales qui dynamisent les territoires et des évêques soucieux du malaise des agriculteurs. Des convictions : l'Église a un rôle à jouer dans le maintien du tissu rural, de la proximité. Dans les questionnements actuels, des ruraux sont porteurs d'espérance pour demain.

Des événements provinciaux, diocésains ou paroissiaux sont déjà organisés ça ou là : un « forum des initiatives locales » dans

le diocèse de Tarbes et Lourdes ; une lettre pastorale « espérer au cœur des mutations du monde rural » des évêques de la province de Clermont ; une visite pastorale rurale par l'évêque de Sées ; une participation de l'évêque à un comice agricole ou à une fête nationale des jeunes agriculteurs ; des groupes de paroles pour des agriculteurs en difficulté ; l'accueil d'une famille de migrants dans un presbytère, etc.

Forts de tous ces éléments, les évêques ont désiré l'organisation d'un rassemblement national autour de la mission de l'Église en monde rural, dont l'ambition est de faire en sorte que se rencontrent, partagent et célèbrent les acteurs de la vie ecclésiale dans leurs nombreuses diversités (géographiques, pastorales...). L'enjeu est de pouvoir se dire ce que nous faisons pour maintenir la mission d'évangélisation et l'attention aux réalités nouvelles qui émergent dans ce monde.

Pour répondre à ces objectifs, le comité de pilotage de « Terres d'espérance 2020 », composé de six évêques et d'associations, de mouvements et de congrégations représentant la diversité de l'Église, a voulu construire cet événement à partir des territoires. Il a donc été demandé aux diocèses de faire remonter des initiatives de terrains innovantes. Cette relecture d'initiatives et l'annonce de l'événement ont permis une mobilisation et une redynamisation de la pastorale rurale au-delà de nos espérances. Plus de 320 initiatives ont été reçues. Un évêque nouvellement nommé mobilise toute une province avec laquelle nous n'arrivions pas à entrer en contact ; un diocèse démultiplie des rencontres en doyennés pour présenter le projet et repérer des initiatives locales.

Nous avons sélectionné 170 initiatives qui alimenteront des ateliers, des tables rondes et un forum. Elles sont classées en six thématiques :

40

L'animation du monde rural

Il s'agit de montrer une Église attentive et solidaire des ruraux, qui contribue à la vitalité des territoires et qui est créatrice de « reliance ». Un exemple d'initiative présentée : les jeunes du Mouvement rural de jeunesse chrétienne ont mené un diagnostic de territoire sur la jeunesse en Bresse (Ain), qui a débouché sur un projet d'acquisition de véhicule itinérant pour animer le terri-

toire, en allant à la rencontre des jeunes et habitants de tous âges et toutes origines.

L'agriculture

Il s'agit de montrer une Église qui se met à l'écoute des agriculteurs pour comprendre et dépasser les conflits qu'ils rencontrent. Un exemple d'initiative présentée : la création d'une association, « les paysans du Rasper » (en Aveyron), a permis un parrainage entre producteurs locaux et néo-ruraux porteurs de projets, et a ainsi redynamisé les territoires.

Les pauvretés

Comment l'Église accueille-elle et accompagne-t-elle les différentes pauvretés de ses territoires ? Les paysans et artisans en difficulté, les migrants, les personnes fragilisées, les personnes souffrant de solitude ? Un exemple d'initiative présentée : la création d'une start-up d'accueil familial de personnes âgées ou handicapées « Cette famille » à Argentan (Orne) par un jeune entrepreneur attristé de constater que le territoire de son enfance était moins vivant.

L'écologie

Cinq ans après la promulgation de l'encyclique *Laudato Si'* par le pape François, comment l'Église est-elle devenue actrice de la sensibilisation à l'écologie intégrale ? Un exemple d'initiative présentée : après le départ des Frères des campagnes¹, le lieu d'Église « le puits d'hiver » (Yonne) a dû repenser son projet et a ainsi commencé une démarche « Église Verte » (éco-diagnostic, formation, conférences, ateliers, jardin...).

L'Église à la rencontre des recherches spirituelles

Comment l'Église met-elle à profit son patrimoine et ses atouts touristiques (nombreux dans le monde rural) ? Comment, au-delà des paroisses, les lieux d'Église, les communautés apostoliques, les monastères, etc. sont-ils des lieux d'accueil, de proposition de la foi et d'ouverture au monde ? Un exemple d'initiative présentée : chaque été, une paroisse de Savoie (aidée de l'office du tourisme) organise une rando-étoile (avec une proposition spirituelle) où autochtones et touristes convergent vers un même lieu.

41

1) NDLR : Frères missionnaires des campagnes : communauté religieuse apostolique.



Affiche des Rencontres nationales du rural, annulées pour cause d'épidémie de Covid-19.

La vitalité des communautés chrétiennes

Devant les changements que rencontre l'Église, quels nouveaux chemins de foi ? Cela passe par une réorganisation des paroisses, les occasions de ressourcements, l'initiation à la foi, les assemblées dominicales). Un exemple d'initiative présentée : un prêtre va à la rencontre des habitants des villages de son doyenné (Cher) en marchant avec un âne.

Des délégations de dix personnes seront envoyées par leur évêque. Huit cents personnes seront réunies sous le signe de la fraternité et du partage avec, en filigrane, l'encyclique *Laudato Si* du pape François et l'écologie intégrale, sujet des travaux de l'assemblée plénière de Lourdes pour trois ans.

Mais ce rassemblement n'aura de sens que si, de retour dans leur diocèse, les participants en partagent les fruits avec tous les acteurs de leur territoire, afin de montrer une Église en sortie qui se fait « conversation et espérance au cœur des mutations du monde rural »².

2) Toutes les initiatives citées sont à retrouver sur : www.rural.catholique.fr

Accueil des migrants dans le monde rural

Pour illustrer nos propos, nous avons choisi de faire un retour sur les 17 contributions reçues concernant l'accueil des migrants dans le monde rural (article paru dans la revue *Courrier 139* du Service national de la pastorale des migrants de la Conférence des évêques de France).

Les territoires ruraux à la rencontre du frère venu d'ailleurs !

Pour beaucoup de chrétiens ruraux, tout a commencé à la suite du démantèlement de la jungle de Calais et de l'appel du pape François le 6 septembre 2015, largement relayé par les évêques.

Cet accueil en milieu rural présente cependant des contraintes. Il faut commencer par faire tomber la crainte et les préjugés (il n'est pas courant de croiser une femme voilée dans les villages). Ce n'est pas facile de vivre à la campagne quand on vient d'une grande ville ! Tout est loin : pas de transports en commun, pas de banque alimentaire, pas de médecins spécialisés pour des soins adaptés aux pathologies... Le nombre de bénévoles doit être conséquent et la collaboration avec les élus, les associations sportives et culturelles locales, les enseignants... est donc indispensable. Malgré ces freins, les expériences collectées témoignent de nombreux fruits.

Fruits dans la relation aux personnes

Toutes les forces vives d'une commune sont appelées à s'investir ; des liens se créent entre personnes de différents réseaux qui ne se croisent jamais. Certaines s'émerveillent de la somme de compétences humaines, spirituelles et professionnelles mises en œuvre, de l'engagement des bénévoles, de la bienveillance envers les personnes accueillies. Ainsi, les préjugés envers l'Église et les migrants tombent. Si une ouverture aux réalités du monde à travers les histoires de vie entendues est réelle, la confrontation à d'autres cultures, d'autres religions, bouscule parfois.

Fruits dans la relation à soi-même

Les accueillants éprouvent de la joie d'avoir osé sortir de leur zone de confort et de s'être engagés hors des « murs » de l'Église : « Ça donne un sens à ma retraite » ; « avec les migrants, nous avons développé nos qualités d'écoute, de respect ; nous avons changé

nos regards ; nous nous sommes laissés toucher. Mais nous avons aussi touché nos limites ». Des compétences nouvelles ont dû être développées.

Fruits dans la relation à l'environnement

La remise en état de maisons vides et de jardins a redonné vie à un centre bourg qui se dépeuplait. Grâce à l'insertion des migrants dans la vie du village, des fermetures de classes ont pu être évitées, et des associations sportives et culturelles ont été revitalisées ou créées (chorale multiculturelle ou atelier « théâtre sans frontière »). L'arrivée de migrants a permis de découvrir des réalités sociales et économiques d'une extrême précarité sur le territoire ; les actions mises en œuvre ont aussi profité à la population locale précaire.

Fruits dans la relation à Dieu

Beaucoup témoignent d'un enracinement de « plain-pied » dans l'Évangile, d'une foi incarnée (« A chaque fois que vous l'avez fait c'est à moi que vous le faites... ») ; de l'ouverture à celui qui est différent ; de l'amour du prochain ; d'une rencontre avec un frère qui est « visage du Christ » ; d'un engagement aux côtés de personnes athées mais mues par les mêmes convictions. Prières et échanges avec des familles musulmanes ou orthodoxes ont permis de découvrir que toutes ces valeurs de fraternité et de partage étaient présentes dans d'autres religions et d'autres traditions chrétiennes.

Kolbsheim, quand l'écologie offre un champ de mission

Caroline Ingrand-Hoffet



Caroline Ingrand-Hoffet est pasteure au sein de l'Union des Églises protestantes d'Alsace-Lorraine (UEPAL), à Kolbsheim – Hangenbieten.

Kolbsheim, village d'où l'on voit le monde sans être dans le monde

Kolbsheim est un petit village de 900 habitants à 15 km à l'ouest de Strasbourg. Le village est entouré de champs dont la terre est une des plus fertiles d'Europe, le loess du plateau du Kochersberg. On y cultive principalement du maïs, du blé, du chou, de la betterave sucrière, et des asperges. Kolbsheim est longé par la Bruche, cours d'eau jusque-là relativement préservé de la pollution. Kolbsheim, c'est aussi un château du XVIII^e siècle, privé, entouré d'un jardin à la française classé remarquable, prolongé par une forêt centenaire abritant des zones humides propices à la flore et la faune. Ce château a abrité le penseur catholique Jacques Maritain qui jouissait de la situation privilégiée de la terrasse surplombant la plaine d'Alsace, d'où il pouvait « voir le monde sans être dans le monde », selon son expression. Kolbsheim enfin est un village calme, préservé des problématiques sociales, plutôt conservateur, comme beaucoup en Alsace. Dans ces villages, l'Église est encore « au centre du village », le pasteur incarne une sorte de garant de la moralité. A Kolbsheim, l'Église est « simultanée » : catholiques et protestants célèbrent dans le même édifice, mais le village reste majoritairement protestant.

Kolbsheim et son maire

Le projet de « Grand contournement Ouest » (GCO) de Strasbourg date des années 1970. Il menace de faire passer une autoroute au milieu de la forêt du château, de détruire 350 hectares de terres fertiles en traversant vingt-quatre communes de la banlieue ouest de Strasbourg, et de mettre en danger nombre d'espèces menacées de la faune et de la flore.

Lors du lancement du projet, les élus locaux se sont massivement prononcés contre. Son inutilité a été maintes fois prouvée, de même que la destruction de la nature et la pollution qui seraient engendrées par l'afflux prévu de poids lourds. Mais lorsque le projet, après avoir été enterré faute de financement en 2013, ressort des archives, beaucoup d'élus se retirent de la lutte.

Le maire de Kolbsheim se retrouve ainsi, avec quelques autres, en première ligne de la contestation, tenant fermement et dignement sa ligne : ce projet ne résout pas les problèmes de fluidité du trafic pour lequel il est lancé. Et il augmente la pollution. Suivant la ligne claire et déterminée de leur maire, les habitants de Kolbsheim se sont, de longue date, mobilisés contre cette autoroute.

Kolbsheim et sa pasteure

Pour ma part, je suis nommée en 2010 sur le poste de Kolbsheim et de trois villages environnants. Précédemment, j'étais pasteure dans la banlieue de Genève durant dix ans. Je suis une fille de la ville, issue de plusieurs familles pastorales françaises et suisses. L'image du pastorat qui m'a été transmise est celle d'un pasteur militant, prêt à défendre les causes qui lui paraissent justes, qu'elles soient politiques, sociales ou environnementales.

46

En 2016, lorsque le projet du GCO est acté, il ne m'apparaît plus possible de rester en retrait de cette mobilisation. Mes préoccupations environnementales ne m'ont jamais fait douter de l'absurdité et de la dangerosité de ce GCO, mais je m'étais jusque-là contentée de prêcher la sauvegarde de la création, sous entendant qu'il fallait aussi y veiller localement.

Il faut noter que pour les pasteurs l'interpellation est venue des politiques locaux. Suite à la COP 21, l'Église protestante alsacienne avait pris des positions claires en matière environnementale. Un



Forêt abattue sur le tracé du Grand contournement Ouest (GCO) de Strasbourg.

maire d'un autre village touché par le GCO a sollicité une pasteure pour une prise de parole dans une manifestation contre le GCO.

47

C'est ainsi que l'appel à intervenir ouvertement dans cette lutte m'est parvenu indirectement. J'ai pris position contre le GCO pour la première fois publiquement en octobre 2016, lors du culte de la Fête des récoltes (forme locale du temps de la création). Le relais de cette prise de position dans la presse a fait l'effet d'une onde de choc dans le milieu protestant strasbourgeois. Mais localement ma prise de position est appréciée et me met en cohérence avec la plupart des paroissiens, des habitants du village et le maire, lui aussi paroissien.

Kolbsheim, lieu de vie d'une communauté militante hors norme

En 2017, une nouvelle étape de la lutte est franchie. Une ZAD (« Zone à défendre ») est installée dans la forêt de Kolbsheim. Quelques militants écologistes venus de près et de loin, s'installent dans la forêt pour prévenir un éventuel début du chantier. Ma rencontre avec ce milieu très éloigné de l'Église est décisive : j'ai appris à connaître des jeunes militants prêts à vivre de manière très précaire pour défendre une terre qui n'est pas la leur, et des militants locaux prêts à donner de leur temps sans compter et à franchir quelques barrières légales pour soutenir les zadistes. Tous ont un mot d'ordre commun : la non-violence.

Je parle à dessein de communauté, car c'est bien une nouvelle communauté dont je me suis retrouvée partie prenante, un collègue me surnommant « aumônier de la ZAD », et les journalistes « pasteur de la ZAD ». Ce mélange de villageois venus défendre leur milieu de vie, d'agriculteurs venus défendre leurs terres, de militants écologistes venus défendre la biodiversité, de zadistes venus défendre l'avenir de la planète et un mode de vie alternatif, de politiques locaux et nationaux, et de chrétiens venus au nom de la sauvegarde de la création... quelle belle communauté ! Non sans difficultés et tensions. Mais surtout avec un respect, une curiosité mutuelle et une prise de conscience de notre complémentarité originale, utile et joyeuse. La participation d'une pasteur à cette lutte, aux côtés du maire, est perçue comme une caution de sérieux par les villageois mais aussi, étonnamment, par beaucoup de zadistes.

Kolbsheim, le maire et la pasteur convoqués chez les gendarmes

48

En septembre 2017, la menace d'un début de coupe de la forêt (illégal à ce moment-là) est imminente. Le maire me demande alors d'utiliser les cloches de l'Église comme tocsin pour prévenir rapidement les habitants de l'arrivée des machines, afin de leur permettre de se rassembler et d'empêcher les machines de travailler. Cela fonctionne. À 6 h du matin, avertie par les zadistes de l'arrivée des machines, je sonne les cloches ; plus d'une centaine de personnes, rejointe par les militants prévenus par les réseaux sociaux, empêche le début illégal du chantier.

Cela nous vaut, au maire et à moi-même, une convocation chez les gendarmes pour organisation de manifestation non autorisée. Cet événement a fait de Kolbsheim le village symbole de la mobilisation contre cette autoroute. La cohésion entre villageois, et avec la communauté temporaire qui habite sa forêt, étonne et dérange au plus haut niveau. Le village, le maire et la pasteur vivent sous surveillance policière.

Kolbsheim, les zadistes au presbytère

En septembre 2018, le chantier commence officiellement et la ZAD est évacuée par plus de cinq cents gendarmes mobiles venus déloger une trentaine de zadistes et deux cents villageois, militants et élus locaux, tous pacifistes. La répression est violente durant plusieurs jours dans le village. Les zadistes se replient dans le village et, en premier lieu, dans la salle paroissiale mise à leur disposition. La cohabitation devient alors encore plus forte, avec des tensions mais aussi un esprit de solidarité encore renforcé.

Tous sont marqués, voir traumatisés par la répression policière subie, par le déni de démocratie dont ce chantier est un exemple criant. Zadistes, écologistes, élus, villageois, sont en deuil d'une nature saccagée. Face à ces événements, il n'y a plus de différence entre villageois et zadistes, entre protestants et catholiques, ni même entre athées et croyants. Je suis, en ce temps de crise, pasteur de tous. C'est dans cet esprit que je propose avec une équipe, suite à la destruction de la forêt, de célébrer un enterrement des arbres dans l'Église de Kolbsheim.

Cinq cents personnes sont réunies dans un esprit de communion qui va bien au-delà des appartenances et des croyances des uns et des autres. D'autres moments d'échange, y compris dans l'Église et dans le cadre de cultes, sont aussi vécus avec la participation de quelques collègues. La découverte et l'accueil sont mutuels. Nous avons débattu de l'absence de prise de position claire sur les questions environnementales de la part des ecclésiastiques protestants ou catholiques, et discuté en quoi le fait d'être chrétien peut justifier une militance environnementale.

49

Kolbsheim, ZAD partout ?

En ce début 2020, le chantier avance très vite et l'autoroute devrait être inaugurée en 2021, malgré les sept avis négatifs émis



Caroline Ingrand-Hoffet dans les rues de Kolbsheim avec les zadistes.

par différentes instances de l'État, une grève de la faim de trente jours, les recours juridiques déposés par les opposants qui ne sont toujours pas jugés.

Un calme relatif est revenu à Kolbsheim... bercé par le bruit des camions du chantier. Il est trop tôt pour dire quelles traces laissera durablement cette lutte dans l'esprit d'une communauté comme Kolbsheim. Je perçois surtout, de manière criante, le risque d'être une Église qui s'endort à l'intérieur de ses murs épais, au lieu d'être ferment de réflexion, de cohésion, de pacifisme, de courage et d'espérance dans la société. La conséquence en est aussi la perte de légitimité du pasteur qui apparaît comme déconnecté de la vie réelle. J'ai été impressionnée de découvrir à quel point pastorat et militantisme ne sont pas associés dans l'esprit de la plupart de nos contemporains et des médias. De nombreux étudiants, journalistes, militants, politiques, zadistes ont découvert la dimension militante de la foi chrétienne à travers la lutte contre ce GCO. Beaucoup ont témoigné de leur gratitude et de leur regain de confiance pour des ecclésiastiques qui sortent de leur Église pour

témoigner de leurs convictions. « ZAD partout », c'est le slogan utilisé par les zadistes pour dire que leur combat ne s'arrête pas avec un chantier qui avance. Eux sont partis défendre un bout de terre ailleurs, emportant avec eux, comme seul bien, leur enthousiasme et leur conviction qu'un autre monde peut naître si nous nous y mettons tous maintenant.

Kolbsheim, terre de mission ?!

Pasteurs de régions privilégiées et pourtant aujourd'hui menacées, sommes-nous capables d'être des témoins déterminés et joyeux de la force de vie et de mobilisation de l'Évangile pour nos contemporains, quels qu'ils soient ? Comment allons-nous faire pour ne pas laisser la désespérance gagner les esprits face aux défis climatiques immenses qui sont devant nous ? Comment faire de la foi un atout, non pour attendre la tempête en priant d'être épargnés, mais pour devenir témoins d'ouverture et de solidarité au cœur de notre société ? J'ai reçu ces années de lutte contre le GCO à Kolbsheim comme un champ d'expérimentation missionnaire. J'en ressors renforcée dans ma conviction que nous pouvons et devons assumer pleinement nos convictions chrétiennes au cœur du monde. Nous sommes accueillis, respectés voir même attendus, pourvu que nous ayons le courage d'être là, en toute clarté et humilité, ouverts à la différence. Alors, il y a bien conversion. Et conversion réciproque.

Pour ceux qui voudraient en savoir plus : <https://gcononmerci.org/>

La mission intégrale et la réconciliation avec la terre

Roger Zürcher



Ingénieur agronome suisse, spécialisé en agriculture tropicale et production animale, Roger Zürcher est également théologien. Il travaille pour deux ONG de Suisse romande engagées auprès des agriculteurs des pays du Sud, et notamment pour le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), en lien avec DM-échange et mission à Lausanne.

Au cours de l'essor des missions protestantes au XIX^e siècle, l'annonce de l'Évangile et l'implantation d'Églises (avec des activités connexes comme la traduction de la Bible) se sont accompagnées, dès le début, d'actions caritatives entreprises en général dans les domaines de la santé et de l'éducation. Aujourd'hui, on peut observer que les organisations missionnaires (qui ont parfois changé de nom pour devenir des services d'entraide, d'échange, etc.) sont largement impliquées dans la promotion du développement, inscrit dans le monde entier dans le cadre des ODD (Objectifs de développement durable) de l'ONU.

La santé et l'éducation ont été privilégiées pour démontrer l'amour de Dieu au monde et les missionnaires ont donc aussi été médecins et enseignants. Ils ont beaucoup plus rarement été ingénieurs ou agriculteurs. Les chrétiens ne sont pas réputés pour avoir créé de nombreux centres de formation agricoles¹, comme c'est le cas pour les hôpitaux ou les écoles. L'accent était mis principalement sur l'humain, bien avant une prise en compte de la création. Toutefois, avant même l'arrivée du mouvement écologiste, de nombreux précurseurs ont manifesté un intérêt pour les entités « non humaines » de la création ; il suffit de penser à François

1) Même s'il existe de nombreuses exceptions. Actuellement, parmi les centres les plus connus en Afrique francophone on peut citer le centre Songhai à Porto-Novo au Bénin (<http://www.songhai.org/>), celui de Beer Shéba au Sénégal (<http://www.projet-beersheba.fr/>), ou encore l'association Abel Granier active en Tunisie (www.abelgranier.net).

d'Assise. Aujourd'hui, nous avons besoin de repenser la mission pour la rendre plus « intégrale », non seulement dans l'équilibre entre la parole et les actes, mais aussi dans l'extension de ces actes à l'ensemble de la création.

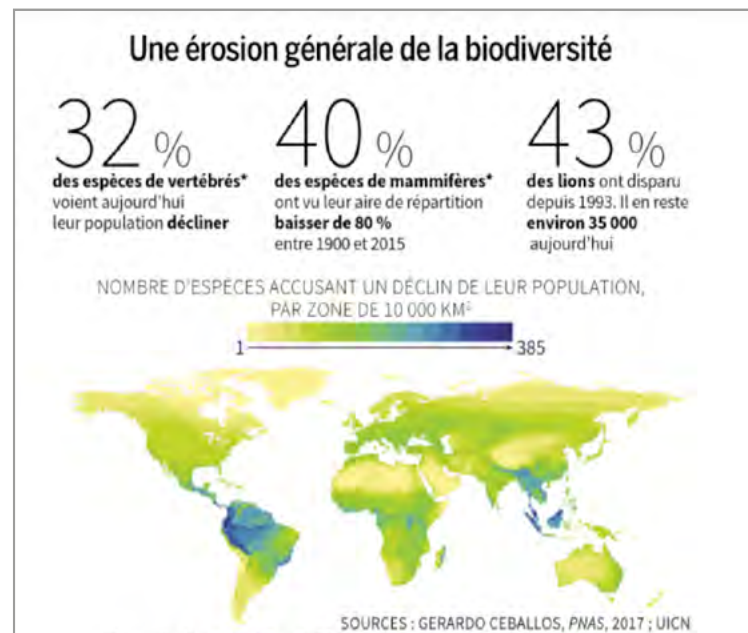
Le désenchantement du monde nous a séparés de la nature

Grâce à la philosophie du Siècle des Lumières, l'esprit critique et scientifique s'est développé en Occident, entraînant l'essor des sciences, de la technique et, *in fine*, la révolution industrielle. Cette dernière a permis d'augmenter de façon spectaculaire la productivité. Au niveau agricole, c'est la « révolution verte » qui a illustré la mise en application de l'industrialisation. Cette révolution, introduite dans les années soixante sur la plupart des continents, a été rendue possible par la mise au point de nouvelles variétés de plantes à haut rendement (hybrides au départ, puis OGM), notamment des céréales (blé et riz). L'utilisation des engrais minéraux et des produits phytosanitaires, de la mécanisation et de l'irrigation ont aussi été des éléments constitutifs de la révolution verte.

Grâce à la simplification des processus et à l'uniformisation, une augmentation de l'efficacité et de la productivité s'est traduite par des rendements améliorés et une production à la hausse. Ce modèle n'a toutefois jamais été durable. Cette agriculture que l'on qualifie aujourd'hui de « conventionnelle » présente de sérieuses insuffisances sur le plan environnemental (dégradation des sols, perte de la biodiversité, pollution de l'eau et de l'air, dégradation du paysage), social (exode rural dû à la diminution de la main d'œuvre, perte des savoir-faire traditionnels, dégradation de la santé humaine) et économique (endettement des agriculteurs-trices, coût élevé des intrants, effondrement des prix agricoles payés aux productrices et producteurs). L'industrialisation a introduit une mise à distance de la nature, et nous sommes aujourd'hui horrifiés par certaines pratiques industrielles (comme par exemple le broyage des poussins mâles à la naissance dans la filière avicole de production d'œufs) qui ne sont en fait que la conséquence logique de la chosification de la nature et de son traitement comme un objet.

Le désenchantement du monde, un monde désormais vidé de ses esprits, a permis de sortir de la superstition, mais nous a fait entrer dans un matérialisme dont le caractère destructeur est

aujourd'hui démontré par ce qu'on appelle la sixième extinction de masse². Nous assistons à une diminution catastrophique de la biodiversité.



Source : Infographie du journal *Le Monde*, 10 juillet 2017

L'homme est devenu globalement un prédateur capable de dérégler le système terre au point de provoquer la mort massive d'espèces vivantes, et peut-être même sa propre extinction. C'est en tous cas l'avis de la nouvelle organisation « Extinction Rebellion³ » créée en 2018 et très active en Europe pour empêcher cette possible extinction.

L'essor de l'agroécologie et de la permaculture : le réenchantement du monde échappe aux Églises

D'après les sondages les plus récents, la préoccupation en faveur de l'environnement et du climat est devenue l'une des plus

2) https://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/07/10/la-sixieme-extinction-de-masse-des-animaux-s-accelere-de-maniere-dramatique_5158718_1652692.html

3) <https://rebellion.earth/>

importantes aux yeux des citoyens européens. Depuis plusieurs décennies, des mouvements écologistes luttent contre la marchandisation de la nature et sa destruction. En France, on a constaté un essor important d'initiatives pour repenser le lien à la nature et la société, à l'image du mouvement des Colibris⁴ fondé par Pierre Rabhi. En Suisse, les élections fédérales d'octobre 2019 ont révélé une croissance phénoménale des élus écologistes. Les nombreuses manifestations pour le climat rassemblant, depuis 2018, en Europe, des milliers de personnes, et en particulier des jeunes, montrent aussi que la société est en train de changer. Quel rôle a joué l'Église dans ce processus ? Il semble bien marginal en comparaison de celui qu'elle a pu tenir à d'autres époques dans la société, comme par exemple dans la lutte contre l'esclavage.

Face à l'effondrement du vivant, aux changements climatiques et au risque d'une extinction de l'espèce humaine⁵, de nombreuses initiatives ont fleuri pour repenser notre rapport au monde et en particulier à la terre. On peut y voir une forme de réenchantement du monde et de rejet du matérialisme triomphant. Parmi ces initiatives, c'est l'agroécologie et la permaculture qui ont le vent en poupe. Les formations en permaculture affichent le plus souvent et très rapidement complet : on y partage une vision clairement holistique, qui va au-delà des aspects techniques du compostage, des techniques de culture sur buttes, etc. On trouve également des ateliers pour se reconnecter à la nature⁶, parfois avec des composantes de chamanisme⁷, mais très rarement des contenus basés sur une éthique biblique explicite. Quelques personnes et organisations commencent toutefois à former à la permaculture avec une vision biblique, comme Jeunesse en Mission en Suisse, par exemple⁸. L'initiative Église Verte⁹ en France comprend aussi des outils permettant de favoriser des comportements écologiquement responsables.

56

4) <https://www.colibris-lemouvement.org/>

5) Voir aussi l'émergence de la collapsologie. On peut consulter par exemple le site de Pablo Servigne : <https://pabloservigne.com/>

6) Par exemple : <http://www.permabondance.ch/activites/reconnexion-nature/>

7) <https://www.permaculture-certifiée.ch/projets/permaculture-et-chamanisme/>

8) <https://ywamburtigny.com/training-formations/seminaires/principes-bibliques-en-permaculture/>

9) <https://www.egliseverte.org/>

Est-ce le rôle des Églises, et de la mission, de se préoccuper de l'environnement, du climat et de l'extinction des espèces ? S'agit-il simplement de s'adapter à la mode « verte » qui déferle sur l'Occident ? Ou bien, au contraire, cette mission qui embrasse l'ensemble de la création n'est-elle pas incluse dès le départ dans le mandat donné par Jésus ?¹⁰

Le salut cosmique et la réconciliation oubliée

Dieu se préoccupe de l'ensemble de l'univers. Dans l'Évangile de Jean (Jean 3, 16), on lit que « Dieu a envoyé son Fils pour sauver le monde », c'est-à-dire le cosmos, lequel comprend tout l'univers et pas seulement les humains. Or ce salut s'est souvent vu réduire à une réconciliation ne concernant que l'être humain dans sa relation à Dieu (dimension spirituelle), aux autres humains (dimension sociale) et à lui-même (dimension psychologique).

L'équilibre retrouvé dans ces trois domaines peut sembler manifester le signe d'une vie « complète », mais le lien à la nature, à la terre est souvent occulté, comme si l'être humain était un être désincarné. Jésus a pourtant enseigné à ses disciples de prier « Que ton règne vienne et que ta volonté soit faite sur la terre comme (elle est faite) au ciel¹¹ ».

Cette attente et cette recherche de l'extension du royaume de Dieu sur la terre ont parfois été moins importantes que l'accent porté sur le ciel¹², ce qui a aussi pu diminuer l'intérêt des chrétiens pour la terre et le monde présent.

Face aux défis immenses auxquels les humains ont à faire face au XXI^e siècle, le témoignage des chrétiens et leur présence au monde doivent non seulement inclure leurs frères et sœurs humains, mais aussi le reste de la création. La question se pose dès lors : comment manifester concrètement l'amour de Dieu pour la création, comment vivre la réconciliation apportée par le Christ dans la relation des humains à la création ? Est-ce qu'une production alimentaire sans dégradation des sols et sans diminution de la biodiversité est possible ? Et peut-on envisager de nourrir le monde entier sans

57

10) « Proclamez la bonne nouvelle à toute la création. » (Marc 16, 15).

11) Matthieu 6, 10.

12) Une étude des paroles des cantiques chantés dans les Églises serait aussi édifiante pour voir si on parle autant de la terre que du ciel !

porter atteinte à la création ? Ou bien le travail des humains avec la nature pour se nourrir implique-t-il automatiquement un impact négatif sur l'environnement ?

Pistes concrètes pour une réconciliation avec la terre

Dans cet article, nous nous limitons à l'aspect « alimentaire », donc de production de nourriture et de ses interactions avec l'environnement. D'autres aspects liés à la gestion des déchets, à l'énergie, à l'urbanisme, etc. pourraient aussi être abordés dans le lien à la terre.

Contrairement à ce que disent de nombreux dirigeants d'entreprises agrochimiques ou de responsables politiques, il est aujourd'hui possible de nourrir le monde avec l'agriculture biologique¹³, à condition de réduire la consommation de viande et le gaspillage alimentaire. Pour reprendre la formule de Gandhi, « le monde a assez pour les besoins de chacun, mais pas pour la cupidité de chacun ». L'agriculture biologique est ici comprise comme une agriculture qui n'utilise pas de pesticides, ni d'engrais de synthèse qui sont les produits les plus destructeurs pour l'environnement (même si certains produits de traitement restent autorisés en agriculture biologique).

Au niveau du système alimentaire, on peut globalement séparer le monde en deux groupes de personnes, les consommateurs et les producteurs (qui sont aussi des consommateurs, bien sûr). Chacun peut contribuer à la réconciliation avec la terre, plutôt que de contribuer à la prédation humaine sur le système terre, que ce soit au niveau de la consommation en influençant la production par les habitudes de consommation et d'achat, ou au niveau de la production, par les choix d'itinéraires techniques.

Au niveau mondial, la proportion de la population rurale par rapport à la population totale diminue régulièrement ; elle est d'environ 45 % en 2018, selon la Banque Mondiale. La plupart des habitants ruraux sont des paysans. On estime que la population paysanne sur la planète compte 3 milliards de personnes, pour une population totale de 7,6 milliards en 2018. La FAO estime

que la production agricole devra augmenter de 60 à 70 % pour subvenir aux besoins de la population mondiale en 2050, des besoins à mettre en lien avec l'augmentation de la population, mais également les changements de régime alimentaire et les changements climatiques. Cette augmentation concerne surtout les pays en développement et non les pays industrialisés où il s'agit plutôt de réorienter les productions (principalement en diminuant la production de viande et en augmentant la production végétale).

Les consommatrices et consommateurs ont une influence indirecte sur la production, mais ce sont bien les paysannes et paysans, productrices et producteurs qui sont en lien étroit avec la terre et dont les choix influencent directement l'impact de l'agriculture sur l'environnement.

Aujourd'hui, les activités agricoles et forestières représentent 21 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre (FAO 2016), ce qui est un comble pour une activité (l'agriculture) qui fait pousser des plantes, organismes qui absorbent du CO₂ ! Les pratiques de l'agriculture industrielle, la forte mécanisation, la diminution de la matière organique dans les sols, la déforestation, l'utilisation d'intrants chimiques, la production de viande sans pâture, etc. sont responsables de ce bilan négatif. Malgré cela, la plupart des pays considèrent que l'extension de l'agriculture industrielle reste « la » solution pour répondre au problème de la faim en rendant possible une nécessaire augmentation de la production.¹⁴

Que peut donc faire le paysan pour produire de façon plus durable ?

Pour maximiser les rendements, l'agriculture a évolué vers des monocultures qui peuvent être cultivées de façon mécanisée avec des itinéraires techniques relativement simples. Ce sont effectivement les cultures pures qui offrent la plus haute exploitation du rendement potentiel réalisable sur une surface donnée. Mais ces champs sont fragiles et peuvent être facilement attaqués par des ravageurs ; ils sont en outre sensibles aux aléas climatiques. C'est pour cela que, dans ces systèmes pauvres en biodiversité, on utilise régulièrement des produits phytosanitaires et des engrais

58

59

13) Voir étude du centre de recherche en agriculture biologique de Frick (FiBL) en Suisse : <https://www.fibl.org/fr/infottheque/message/une-nouvelle-etude-prouve-que-le-bio-peut-fortement-contribuer-a-nourrir-le-monde.html>

14) Voir par exemple la politique congolaise de création de 46 parcs agro-industriels dont la taille varie entre 18 000 à 187 000 ha : <https://investindrc.cd/fr/secteurs/agriculture>



Les jardins de l'Espoir au Bénin, cultivés en agroécologie.

chimiques. Il s'agit donc d'une agriculture où le milieu est standardisé, mais nécessite des interventions « lourdes » de la part de l'agriculteur. L'idée de base est qu'une plante a besoin que le paysan la nourrisse et la protège des ravageurs.

L'idée qui sous-tend une nouvelle vision de l'agriculture basée sur la réconciliation avec la nature (telle qu'elle s'exprime en permaculture) consiste plutôt à créer les conditions pour que la plante puisse se développer harmonieusement et produire abondamment, non parce qu'elle aura reçu beaucoup d'engrais et de produits phytosanitaires, mais parce qu'elle se trouvera à l'aise dans son milieu et pourra prospérer et porter beaucoup de fruit. Grâce à la diversité génétique, on peut minimiser le besoin de protection des plantes et augmenter le rendement réalisable.

Il s'agit donc de trouver des compromis convaincants entre biodiversité et productivité. Le principe général est de **travailler avec la nature plutôt que contre elle**. Cette agriculture plus proche de la nature n'est pas intensive en intrants (engrais, produits de traitement), mais intensive en connaissances. En effet, il faut bien connaître les écosystèmes pour les influencer sans les détruire. Une forêt ou une prairie à l'état « sauvage » ne va permettre qu'à une très petite population humaine de vivre, car elle ne produit que peu de produits comestibles. L'intervention de l'homme consistera donc à adapter les écosystèmes naturels pour augmenter leurs productions comestibles pour les humains, tout en préservant leurs

qualités de résilience face aux aléas climatiques et leur biodiversité qui les rend stables et durables.

Même lorsque les écosystèmes sont déjà dégradés et très éloignés de ce qu'ils seraient sans intervention humaine, il reste possible de les aggrader (améliorer leur fonctionnement et productivité) grâce à un certain nombre de pratiques.

En voici quelque-unes à titre d'exemple :

Paillage : le paillage (ou mulching) consiste à épandre de la paille ou des débris végétaux autour des plantes cultivées. Cela peut être aussi du bois raméal fragmenté (BRF) constitué de branches broyées. Cette couverture du sol autour des plantes va les protéger du rayonnement excessif du soleil et agir comme une éponge pour garder l'humidité du sol et la redonner à la plante quand il ne pleut pas. Cela peut permettre à un jeune plant de céréale de survivre à trois semaines sans pluie, si la couche est assez épaisse.

D'autre part, cette technique bloque totalement l'érosion du sol, ce qui permet de conserver l'humus et de l'augmenter même, car cette couverture de végétaux morts va « booster » la croissance des populations de microchampignons qui vont décomposer les débris végétaux riches en carbone et les bactéries qui vont s'occuper des autres éléments, pour ensemble créer, en association avec l'argile, l'humus qui est la base de la fertilité du sol.

Semences adaptées : la diversité des semences créées par les humains est un trésor, on en trouve pour toutes les conditions climatiques et de sol, et pour tous les goûts. Il s'agit effectivement de trouver la semence la mieux adaptée au contexte dans lequel elle va pousser. Des paysans passionnés ont sauvé des centaines d'espèces et aujourd'hui, de nombreux réseaux semenciers essaient de maintenir et développer ces semences paysannes qui n'ont pas besoin d'être des OGM pour assurer une bonne production, même dans des conditions changeantes à cause du climat.

Souvent les rendements très élevés des semences hybrides vendues par les grandes compagnies sont trompeurs, car ils produisent des plantes fragiles qui doivent être traitées et « engraisées » par des intrants chimiques très onéreux (et néfastes pour le sol).

Associations de plantes : on a longtemps favorisé les monocultures dans l'agriculture « moderne », principalement parce que cela favorise la mécanisation, le passage des machines. Aujourd'hui, même en contexte mécanisé, on peut cultiver et récolter différentes plantes en un seul passage de machine. Les associations de plantes ont de nombreux avantages, car les plantes peuvent être bénéfiques l'une pour l'autre, comme les légumineuses (soja, arachide, trèfle, fèves, haricot, etc.) qui enrichissent le sol en azote, ce qui est bénéfique pour des plantes comme les céréales. D'autre part, plus on trouve de plantes différentes dans un espace, plus la biodiversité sera grande et les attaques de ravageurs des cultures moindres. Cela permet donc de réduire, voire de supprimer les traitements phytosanitaires en augmentant la résilience des cultures même en cas d'instabilité climatique¹⁵.

Agroforesterie : planter des arbres autour ou dans les champs permet de mettre en place des associations vertueuses entre plantes. On a constaté qu'en additionnant les récoltes d'un champ de cultures associées ou en agroforesterie (que ce soient des plantes annuelles ou pérennes, comme des arbres), on obtient systématiquement un rendement plus élevé que si on les cultive seules¹⁶.

D'autre part, si on remet en valeur les haies autour des champs, cela permet d'abriter des auxiliaires des cultures qui vont stabiliser la population d'éventuels ravageurs. Les coupes régulières de branches permettent aussi d'obtenir du BRF (voir ci-dessus).

Travail du sol minimum, techniques culturales simplifiées (TCS)¹⁷ ou agriculture de conservation¹⁸ : aujourd'hui de nombreux agriculteurs adoptent le travail du sol minimum, car ses effets sont évidents. Cela permet de ne pas trop perturber les micro-organismes vivant dans le sol, ce qui ne stoppe pas leur activité, comme c'est le cas avec un labour profond. Les interactions avec les micro-organismes sont bénéfiques pour les plantes, car elles

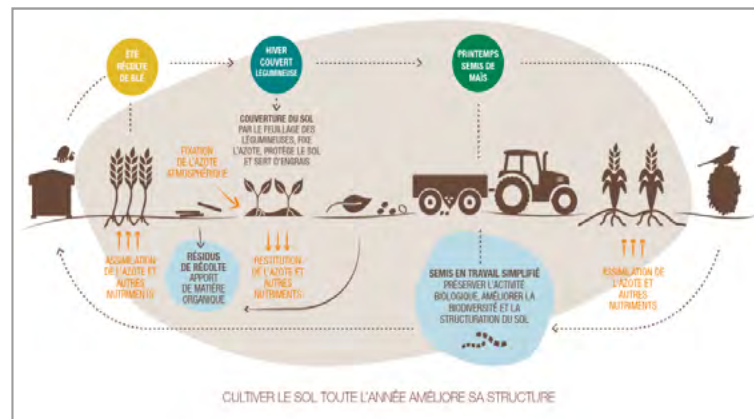
interagissent avec eux au niveau de leurs racines pour leur santé et leur nourriture.

D'autre part, ce travail minimum diminue aussi les risques d'érosion du sol et de minéralisation accélérée. L'érosion est même complètement stoppée et la matière organique augmente si on associe plusieurs mesures agroécologiques. La résistance à la sécheresse et aux fortes pluies sera aussi améliorée.

Engrais et produits phytosanitaires biologiques : si, malgré l'amélioration de la biodiversité, une attaque importante a lieu sur les cultures, il faut privilégier les produits biologiques (non rémanents) qui se décomposent rapidement et ne causent pas de pollution¹⁹. On peut utiliser aussi des décoctions de plantes qui servent d'engrais et remplacent les engrais azotés ou composés habituellement utilisés.

Les conditions d'un champ vivant²⁰

Agroécologie – Rotation des cultures – Réduction du travail du sol – Restitution des résidus de récolte à la surface du sol.



Exemple d'itinéraire technique d'un champ cultivé en agroécologie

La réconciliation avec la terre signifie que les pratiques agricoles peuvent être adaptées pour ne plus utiliser de biocides et pour favoriser la biodiversité, tout en maintenant une production élevée.

19) <https://shop.fibl.org/CHfr/mwdownloads/download/link/id/662?ref=1>

20) <https://www.gersycoop.com/participez-a-lagroecologie-de-demain/>

15) <http://institut.inra.fr/Reperes/Temps-forts/Associations-vegetales-l-agroecologie-en-pratique>

16) <http://www.inra.fr/Grand-public/Agriculture-durable/Tous-les-magazines/L-agroforesterie-elargit-le-champ-des-possibles>

17) http://agriculture-de-conservation.com/spip.php?page=detail&rid_article=32&rid_rubrique=37

18) <http://www.fao.org/conservation-agriculture/fr/>

Les rendements très élevés en céréales de certaines cultures pures (plus de 10 t par hectare) sont trompeurs, car ils génèrent des externalités négatives (pollution des cours d'eau, érosion, destruction de la biodiversité) qui ne sont pas incluses dans le calcul de la rentabilité. En réalité, des rendements même diminués de moitié, mais avec une biodiversité élevée, sont préférables car durables.

En effet, dans les pays industrialisés, une agriculture agroécologique diminuerait certains rendements, mais permettrait de nourrir quand même la population grâce aux changements de régime alimentaire. Quant aux pays en développement, l'augmentation des rendements en agriculture y a encore une grande marge de progression, et l'agroécologie et la permaculture peuvent permettre d'atteindre l'objectif d'un rendement moyen nécessaire de céréales de 3 à 4 t par hectare pour nourrir l'ensemble de la population.

Il est aujourd'hui possible de nourrir la population mondiale avec une agriculture qui ne détruit pas la nature, tout en produisant suffisamment pour tous : c'est une bonne nouvelle ! Nous pouvons tous, que ce soit en tant que producteur-trice ou consommateur-trice, participer à la réalisation de la prière « Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien » en faisant la promotion d'une agriculture réconciliée avec la terre.

Un appel à aller plus loin !

Gwenaël Boulet



Gwenaël Boulet est pasteur de l'Église protestante unie de France. Elle est actuellement secrétaire nationale Évangélisation et Formation.

Quand nous avons commencé à réfléchir à un dossier autour de la question de la mission ecclésiale en ruralité, nous savions que nous touchions à un point sensible : les campagnes ne sont pas perçues *a priori* comme les lieux les plus florissants pour nos Églises. Nous avons conscience que nous lançons un peu un « pavé dans la marre », en essayant de regarder ce que chacune de nos Églises concevaient, proposaient, vivaient comme initiatives dans un contexte rural.

Nous étions loin de nous imaginer à quel point il serait difficile de collecter des initiatives et de trouver une réflexion existante sur la mission en ruralité. Nous étions très loin de penser que la ruralité était à ce point en retrait des perspectives missionnaires. Pourtant, nos Églises sont toutes entrées dans des dynamiques de témoignage. Elles portent haut l'importance de prendre soin des personnes qui vivent en Église, d'accueillir celles qui en passent les portes, et d'aller à la rencontre de celles qui n'y sont pas encore. L'Église protestante unie de France résume cela dans la formule « Être témoins de l'Évangile aujourd'hui », et les autres Églises ne sont pas éloignées de ce *motto*.

Alors, pourquoi cette difficulté à écrire sur la mission de l'Église dans un contexte rural ? Je voudrais essayer de tirer quelques axes de réponses, sans prétendre à l'exhaustivité, et ajouter quelques réflexions sur le déploiement possible de la mission en ruralité.

Une ruralité difficile à définir et diverse

La ruralité n'existe pas de manière uniforme. Qu'est-ce que la ruralité aujourd'hui ? L'absence de ville ? La distance avec une ville ? Mais alors, quelle distance ? Dans un monde où les moyens de transport convertissent les distances en temps, que signifie d'habiter à 50 ou 100 km d'une ville moyenne ou d'une grande ville ? Nombre d'habitants des zones dites rurales sont en fait des personnes qui travaillent en ville. Ils sont urbains le jour et ruraux la nuit, urbains de revenus, mais ruraux de dépenses. Les participants au mouvement des « Gilets jaunes » en France sont représentatifs de cette ruralité qui échappe à l'imaginaire collectif.

Si la distance avec la ville ne permet pas de définir la ruralité, nous pourrions essayer de la qualifier par la profession de ses résidents. Mais, là encore, l'image d'Épinal d'une ruralité agricole ne tient plus. Sans entrer dans des réflexions de géographes ou de sociologues, nous percevons bien que définir l'espace rural ne va pas de soi. D'autant que cet espace mal défini est divers. Il y a des lieux qui sont encore dans des dynamiques d'exode rural, alors que d'autres voient leur population croître par l'arrivée de citadins. Rurbains pour ceux qui travaillent en ville, néo-ruraux pour ceux qui cherchent à renouer avec une vie sobre, qui se lancent dans des démarches et des activités alternatives.

A ces données socio-économiques s'ajoute l'histoire de nos Églises. Traditionnellement l'Église catholique est implantée sur l'ensemble du territoire, à la campagne comme en ville, ou se voit comme telle, du fait de son ecclésiologie territoriale. Pour les Églises protestantes, c'est un peu différent. En Europe, il y a des terroirs ruraux qui sont protestants depuis la Réforme du XVI^e siècle et, depuis le Réveil du XIX^e siècle, ailleurs dans le monde. Dans ces villages, le clocher est celui du temple, et souvent même il n'y a pas de bâtiment d'église. Mais il y a aussi de très vastes zones qui n'ont jamais connu d'implantation durable de communauté issue de la Réforme ou du Réveil et qui sont des territoires de très grande dissémination. Il arrive qu'une même paroisse couvre l'ensemble d'un département. Dès lors, les personnes vivant à la campagne sont dans la même communauté que des personnes vivant en ville. La diversité est donc diversité des personnes et des situations personnelles, mais aussi diversité des structures ecclésiales.

66

Il n'est pas simple pour les Églises de s'y repérer et de tracer des grandes lignes de réflexion. Il est évident, au premier coup d'œil, que ce qui peut être une action missionnaire porteuse de sens dans un lieu rural donné ne le soit pas dans un autre.

Pour prendre un exemple, un jardin partagé autour d'un temple peut très bien être annonce de l'Évangile dans une zone qui a vu des familles venir s'installer. En revanche, il n'est pas dit qu'il soit porteur de vie dans une zone à fort exode rural ou à fort mouvement pendulaire vers la ville pour raisons professionnelles. Dans les zones de grande dissémination, comment aller, dans une même dynamique paroissiale, à la rencontre des urbains et des ruraux ? Comment habiter un territoire qui nécessite des heures de voiture pour la desserte classique (culte, catéchèse, actes pastoraux) ? Comment favoriser une vie ecclésiale qui viendrait des personnes et non des Églises au sens institutionnel ?

Chacun de ces points pourraient être l'occasion de développements, et d'autres questions pourraient même sans doute émerger à la lecture de ces quelques lignes. Tâche pour chacun des acteurs de l'Église (locaux, régionaux, nationaux) qui sont concernés par la mission de les reprendre, de les creuser afin de poser les constats, discerner les enjeux et ouvrir des perspectives.

Des zones rurales en manque de confiance

Les paroissiens de zones rurales expriment un manque de confiance et une impression d'abandon, de délaissement. Les regroupements d'entités ecclésiales sont nombreux en ruralité. Les paroisses catholiques couvrent désormais un nombre considérable de villages. Du côté protestant, les regroupements existent aussi. En Europe, le fonctionnement en ensemble ou en consistorio mutualisant les présences pastorales sont des réalités dans les vieux terroirs protestants ; en France, c'est le cas des Cévennes et du pays de Montbéliard. Tant pour les catholiques que pour les protestants, il y a maintenant un ministre du culte là où, il y a trente ou quarante ans, il n'était pas rare d'en avoir trois ou quatre. Et encore, quand il y a un ministre !

Ce changement est très rapide, trop rapide sans doute pour que les mentalités puissent s'adapter à la situation. Il est lu comme un

67

déclin et parfois, et même souvent, comme un abandon de la part des Églises. Il n'est pas rare d'entendre, « nous, de toutes manières, nous n'aurons plus de pasteurs... ».



Se questionner sur la mission des Églises en ruralité, c'est aussi être confronté à cette souffrance, l'entendre et la reconnaître. La première chose que nous pouvons faire ensemble, c'est entendre ce qui se vit comme une perte. Entendre la perte, et ouvrir la possibilité d'entendre le passé. « Comment c'était quand les anciens étaient jeunes ? Comment c'était quand dans les églises et dans les temples, il y avait des « promotions » de trente confirmands sur une année ? » Cette étape est importante car elle permet aussi de dire « merci »,

d'exprimer en Église la reconnaissance pour celles et ceux qui, génération après génération, ont fait vivre les communautés et les ont conduites jusqu'à aujourd'hui. Ce n'est pas parce maintenant la vie se déploie désormais autrement qu'hier était une erreur. Loin de là. C'est même en reconnaissant l'importance d'hier, qu'il sera possible d'entrouvrir la porte à un demain différent.

Il est possible que l'Église, pour annoncer l'Évangile, ait besoin d'envisager autre chose que ce qu'elle fait depuis des siècles, à savoir la vie paroissiale avec comme point d'orgue la célébration dominicale. Non que ce soit caduque, mais ce n'est plus suffisant. Même en repensant ces célébrations pour que leurs codes soient accessibles au plus grand nombre, on reste dans un modèle de mission qui ne suffit plus. Un modèle d'ailleurs qui n'est peut-être même pas aussi évangélique ou aussi biblique que ça ! On attend que les personnes viennent dans les églises, alors que le chemin de résurrection envoie les disciples par toutes les nations¹.

1) Matthieu 28, 19-20

Si nous sommes appelés à l'extérieur de nos zones d'habitude, il est nécessaire que les croyants repensent leur positionnement pour annoncer l'Évangile. Cela est lié à un changement de regard sur soi-même, sur le contexte et surtout sur ce que le Christ attend de chacun. C'est une vraie transformation. Or les transformations ne sont pas faciles à vivre. C'est vrai sur le plan individuel ; ça l'est bien plus encore sur le plan collectif !

Je renvoie là aux travaux de Clair Michalon² qui expriment très bien que, pour envisager la vie autrement, il convient d'avoir dépassé les peurs, de se sentir en confiance. On ne change pas quand on est en mode survie, car en mode survie la moindre erreur peut être fatale.

Il est donc logique que dans la difficulté, le premier réflexe soit de reproduire l'existant, car c'est ce qui a permis d'être là jusqu'à aujourd'hui. Pour les Églises, il est important de prendre cela en compte. Il y a un vrai besoin de remise en confiance tout particulièrement dans les zones rurales qui se sentent abandonnées. Sans ce travail de la confiance rien ne sera possible.

Construire la mission avec les acteurs locaux

La mission est mouvement qui revient à chaque croyant. Elle n'est pas l'apanage des Églises institutionnelles. Partant de là, il est nécessaire d'envisager la mission à partir des attentes, des forces, des faiblesses, des talents des croyants. C'est vrai en ville et c'est vrai dans les zones rurales.

Les croyants ruraux connaissent bien mieux que n'importe quel missiologue leurs contextes. Ce sont eux qui sont les véritables acteurs de la mission. Les visions descendantes qui viendraient d'une institution sont inutiles. C'est en partant du terrain, en libérant les créativité, que de nouvelles missions rurales peuvent naître. L'exemple du projet de Pontivy évoqué dans ce dossier est révélateur de cela. L'Église a certes envoyé un couple de missionnaires, mais c'est avec les personnes qui habitent sur place que le noyau ecclésial naît et invente une nouvelle forme d'Église.

Aux Églises, il revient de donner confiance, d'apporter les moyens matériels ou pédagogiques qui pourraient manquer,

2) Voir notamment les livres suivants : Clair Michalon, *Histoire de différences, différences d'histoire*, Sépia, 2016 et *Le conteur et le comptable*, Sépia, 2017

La contextualisation : réflexions théoriques et critiques

Jean Koulagna



Jean Koulagna, théologien, professeur, a été doyen de l'Institut luthérien de théologie (ILT) à Meiganga, au Nord du Cameroun. Il est depuis 2018 directeur de l'Institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa à Rabat, au Maroc.

Introduction

Depuis maintenant plus d'un siècle, la contextualisation fait partie du lexique de la théologie chrétienne, au point où elle en arrive à prendre, dans certaines circonstances, une coloration idéologique, victime qu'elle est de son propre succès. Sa nécessité ne fait, en général, plus débat. Il est en effet admis que l'Évangile arrivé en terres de mission non-européennes l'a été en contexte expansionniste et colonial et l'est encore souvent sous ses formes européennes, ce qui a comme corollaire, à bien des égards, de faire de l'évangélisation, pour reprendre les termes de Jean-Marc Éla, « la mission civilisatrice d'un Occident conquérant » et « un appareil idéologique d'abâtardissement ».

Dans ces conditions, l'idée de la formulation d'une expression authentique de l'Évangile a pu s'inscrire dans le cadre, idéologique lui aussi, d'une lutte de libération. En plus de cela, il y a les problèmes liés aux méthodes, aux modèles et aux limites de ce processus, qui dépendent de l'angle sous lequel ces questions sont abordées : géographique et culturel, missiologique, dogmatique, etc.

En dépit de l'abondante littérature consacrée à ce sujet, bien des questions demeurent, auxquelles des réponses consensuelles

d'accompagner au sens premier d'aller avec les personnes pour partager leur pain. Elles ont aussi à apprendre à lâcher-prise avec des souhaits, des projections et des modèles structurels qu'elles connaissent et donc, d'une certaine manière, qu'elles peuvent maîtriser.

Il est possible que, pour faciliter l'annonce de l'Évangile dans les zones rurales, il soit parfois nécessaire d'abandonner la forme paroissiale, l'association culturelle en expression protestante. Ça n'a l'air de rien mais ce serait une révolution, car l'association culturelle est l'entité structurelle de base en mode presbytéro-synodal. Elle est représentée au synode qui décide des grandes orientations, des budgets, etc. Si nous favorisons l'émergence de nouvelles formes d'Église, alors il y aura aussi des conséquences en termes d'organisation de la vie de l'Église institutionnelle.

Enfin, vivre la mission, c'est aussi s'en donner les moyens et donc penser la formation des croyants. Quels sont aujourd'hui, dans nos Églises, les propositions de formation pour la mission en milieu rural ? Dans les « cadres » actuels, ou en devenir, de nos différentes Églises, quelle part prennent celles et ceux qui viennent du monde rural ? Si nous souhaitons que la mission se déploie en ruralité, il est important que nous encourageons la formation des acteurs ruraux et même que nous leur offrons la possibilité de construire, de créer eux-mêmes cette offre de formation.

En guise de conclusion

La difficulté dans la constitution de ce dossier sur la mission en ruralité peut laisser les responsables du dossier sur leur faim, de même que vous, lecteurs, également... Nous aurions aimé avoir plus de retours d'expériences. Il nous aurait été confortable de nous appuyer sur des études sociologiques menées en Église. C'est vrai. Mais ce goût de trop peu ou d'insatisfaction est révélateur. Il est un signal fort de l'importance pour nos Églises de se saisir des situations actuelles des paroisses et Églises locales en zone rurale.

Un grand merci à celles et ceux qui ont contribué à ce dossier, qui ont exprimé leur conviction, leurs difficultés et leurs joies. Ils sont des messagers d'espérance qui annoncent l'Évangile en ruralité.

sont loin d'être trouvées. Ces questions touchent au vocabulaire employé, à l'objet et au contenu ainsi qu'aux fondements épistémologiques et méthodologiques de la démarche. Par exemple, que mettons-nous exactement sous le terme « contextualisation » et quelle nuance établissons-nous entre ce concept et des notions voisines telles que l'inculturation, l'indigénisation, et même le syncrétisme ? Il se peut qu'il y ait des pesanteurs culturelles, idéologico-coloniales et dogmatiques qui influencent le contenu que l'on donne et l'objet que l'on assigne à ce que nous appelons contextualisation. Que contextualisons-nous au juste : l'Évangile, l'Église ou le christianisme ? Peut-il y avoir une méthode et un cadre normatif pour un tel projet ? Qui définit cette méthode et ce cadre, et sur quelle base ? Il n'est donc pas superflu de reprendre ce dossier sur le plan théorique, y compris en revisitant les contours lexicaux de ce projet dont la nécessité s'impose pourtant d'elle-même.

L'objet de cet article consiste donc, en reprenant certaines des questions déjà posées, à proposer quelques réflexions critiques sur les bases théoriques de la contextualisation en tant que projet, d'abord à la lumière d'une reprise terminologique, ensuite en attirant l'attention sur la Révélation comme base et l'incarnation comme modèle premier de cette démarche.

Repenser de manière critique le vocabulaire de la contextualisation

Les efforts de contextualisation sont aussi vieux que les religions. Par contre, les divers termes employés pour les désigner sont pour la plupart des néologismes relativement récents. Ils datent de l'expansion des missions chrétiennes hors d'Europe, et découlent d'une rencontre brutale et souvent conflictuelle entre l'Évangile (et le christianisme) et les religions et cultures locales. Certains, comme syncrétisme, sont connotés négativement, alors que d'autres le sont positivement ; c'est le cas pour inculturation et contextualisation. D'autres encore portent les marques d'un regard ethnographique condescendant propre au moment colonial ; on citera indigénisation et adaptation. Toute réflexion théorique sur le concept de contextualisation nécessitera donc un approfondissement terminologique ainsi qu'une évaluation critique des différentes notions qui s'y rattachent.

Adaptation et indigénisation

L'entreprise missionnaire chrétienne hors d'Europe a été confrontée, dès l'origine, aux problèmes d'un face-à-face entre l'Évangile et le christianisme d'une part, exportés dans leur enveloppe occidentale, européenne en particulier, et les cultures locales d'autre part. La situation était d'autant plus complexe que l'époque des missions chrétiennes a correspondu à celle de la colonisation, elle-même marquée par des préjugés ethnocentriques et raciaux, même s'il convient de souligner, en parallèle, la contribution des missionnaires à l'abolition de l'esclavage et, dans certains cas, à la lutte contre le colonialisme.

La question s'est donc posée quant aux moyens à mettre en œuvre pour transmettre un enseignement chrétien à des peuples indigènes dont les langues et les cultures (que celles-ci soient sociales ou religieuses) n'étaient pas aux standards de celles des évangélistes. Au niveau linguistique, les efforts de standardisation des langues locales par la construction d'alphabets visaient à répondre à cette question. Au niveau culturel, il s'est agi d'ajuster la catéchèse, la théologie et les pratiques liturgiques du christianisme aux cultures des peuples évangélisés.

Ces concepts sont nés dans le contexte occidental et émanent de chrétiens occidentaux qui ne se rendaient pas compte que « leur théologie était culturellement conditionnée [et qui] portaient simplement de l'idée qu'elle était supranaturelle et universellement valable »¹. Non seulement ils n'impliquaient jamais une quelconque modification de la théologie occidentale « préfabriquée », mais ils représentaient une sorte de concession, voire une faveur, faite par les chrétiens d'Occident à des peuples d'autres régions du monde : comme s'il s'agissait uniquement d'« autoriser » ceux-ci à recourir à certains éléments de leurs cultures, jugés « neutres » et naturellement bons, pour exprimer leur nouvelle foi². Ce sont donc les chrétiens occidentaux qui se sont arrogés le droit de juger de la neutralité et de la qualité de ces cultures. Le terme *adaptation*, employé surtout dans les milieux catholiques, est traduit du mot anglais *accommodation*. Les protestants préférèrent parler d'*indigénisation*.

1) David J. Bosch, *Dynamique de la mission chrétienne*, Lomé/Paris/Genève, Haho/Karthala/Labor et Fides, 1995 (1re édition 1991), p. 600.

2) *Ibid.*

Selon le Décret conciliaire *Ad gentes* de Vatican II, il s'agit de voir « de quelles manières les coutumes, le sens de la vie, l'ordre social » des diverses aires culturelles peuvent s'accorder avec les mœurs de la révélation divine, c'est-à-dire de la pratique chrétienne³.

En Afrique, ces notions se trouvent en relation avec celle d'africanisation, qui désigne davantage l'effort de former et de mettre en place des cadres et un clergé africain, et qui ne sera pas, pour cette raison, prise en compte dans la présente étude. Adaptation (ou accommodation) et indigénisation véhiculent donc un inconscient ethnocentrique et colonial condescendant, en dépit de l'avancée qu'elles constituent dans l'histoire de la mission.

Inculturation et contextualisation

Ces deux néologismes constituent une amélioration dans le vocabulaire missiologique. Sur le plan confessionnel, « inculturation » est un terme à résonance catholique, tandis que les protestants lui préfèrent celui de « contextualisation ». La première, « marquée par l'idéal éducatif de certains ordres monastiques (dont les Jésuites), [insiste] plus sur l'ancrage de l'Évangile dans la vie concrète et la compréhension de soi et du monde ». La seconde, « marquée par Barth, [insiste] plus sur la dimension critique des Écritures vis-à-vis de nos vies et de nos systèmes »⁴.

Il n'est guère nécessaire de revenir plus longuement sur la définition de concepts déjà largement connus. Il convient néanmoins de souligner ici une nuance impliquée par leur origine étymologique. L'objet de l'inculturation est avant tout la culture. Là où l'indigénisation et l'adaptation se contentaient de procéder par aménagement des formes, l'inculturation vise à « un enracinement beaucoup plus profond du christianisme au sein d'une culture »⁵. Deux remarques peuvent être faites à ce niveau. Premièrement, le sujet de ce processus est le christianisme comme système religieux avec ses dogmes et ses pratiques, c'est-à-dire une culture religieuse, laquelle, dans le contexte de la mission outre-mer, est largement

3) Décret conciliaire *Ad gentes*, Vatican II, 7 décembre 1965, n° 22.

4) Claire Sixt Gateuille, « Dans les pas d'un autre », blog en ligne, article de 2015 : <http://danslespasdunautre.blogspot.com/2015/08/contextualisation-ou-inculturation.html>, consulté le 12/01/2017.

5) Philippe Chanson, « Inculturation », in I. Bria, P. Chanson, J. Gadille, M. Spindler (éd.), *Dictionnaire œcuménique de missiologie*, Paris/Genève/Yaoundé, Cerf/Labor et Fides/Clé, 2003, p. 165.

occidentale, européenne en l'occurrence. Il pourrait ainsi s'agir de l'enracinement d'une culture dans une autre. L'accent ne semble donc pas porter sur l'Évangile en tant que message et révélation, mais sur la culture religieuse qui en résulte.

De là découle la deuxième remarque : considérée à la lettre, l'inculturation consiste à faire en sorte que le christianisme s'incarne dans une culture comme une force de transformation et de recréation de la culture concernée. Une telle lecture apparaît limitée, voire suspecte en contexte colonial et néocolonial. Cette difficulté a heureusement été perçue d'assez bonne heure, et le concept a été investi au cours de son évolution d'un contenu plus complexe, grâce en partie à la poussée des théologies du Tiers-monde dans les années 70 et à leur effort en vue de décoloniser le discours théologique. Il en a résulté une définition plus équilibrée :

L'inculturation se présente d'abord comme un principe actif par lequel la vie et le message de l'Évangile sont assimilés par une culture de sorte que non seulement l'Évangile s'exprime à partir et à travers les éléments spécifiques de cette culture mais se constitue comme source d'inspiration créatrice capable de la transformer et de la relancer dans toutes ses dimensions⁶.

Cette définition corrige en quelque sorte l'accent porté sur le christianisme au profit de l'Évangile. Elle reste néanmoins limitée par l'insistance sur la culture, qui ne recouvre pas suffisamment tous les aspects du contexte : la culture ne constitue en effet qu'un élément du contexte. Aussi le langage protestant préfère-t-il faire appel à la notion de contextualisation. La nuance entre les deux concepts est certes subtile. Elle tient cependant de deux logiques théologiques dont la différence est lourde de conséquences. En effet, tandis que l'inculturation cherche à surmonter la séparation entre Dieu et le monde et travaille à leur rapprochement sur le registre sapientiel de la Parole qui s'imprègne dans le monde, la contextualisation, elle, prend acte de cette séparation de Dieu et du monde et travaille à leur rapprochement sur le registre prophétique de la Parole qui retentit dans le monde, un monde qui l'entend mais ne la reçoit pas toujours (Jean 1)⁷.

6) Philippe Chanson, « Inculturation », op. cit, p. 167.

7) Jean-François Zorn, « Contextualisation », in I. Bria, P. Chanson, J. Gadille, M. Spindler (éd.), *Dictionnaire œcuménique de missiologie*, Paris/Genève/Yaoundé, Cerf/Labor et Fides/Clé, 2003, p. 67-69, spéc. 69.

Une des conséquences épistémologiques, pour reprendre la pensée de Paul Tillich, est que le projet théologique résiste à identifier avec Dieu un élément quelconque de la réalité humaine, culturelle ou historique, et ne se contente pas de conserver et d'interpréter l'ancien élément, mais tend vers une nouvelle réalisation. Il s'agit donc d'une attitude critique à l'égard de la rencontre toujours problématique de la parole prophétique de Dieu avec le contexte, lequel n'est pas que culturel mais embrasse toute la dimension sociohistorique de l'existence. C'est ce qui transparaît implicitement dans la seconde partie de sa Dogmatique consacrée au rapport entre la révélation et l'histoire⁸, mais surtout dans son insistance sur la « critique prophétique » comme principe structurant du protestantisme et « source de la protestation de Luther contre tout le système d'objectivation hiérarchique de la grâce »⁹. Dans cette logique, la contextualisation est le processus par lequel la Parole prophétique résonne dans un contexte historique, qu'il soit culturel ou d'une autre nature, potentiellement comme la force de protestation et de recréation historique : la Parole qui s'adresse au monde va en quelque sorte restructurer et recréer celui-ci.

Synchrétisme

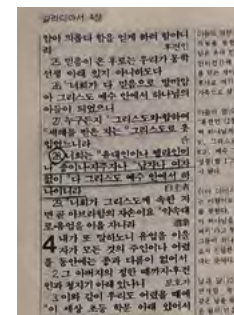
La définition courante considère le synchrétisme comme une « fusion de différents cultes ou de doctrines religieuses ; en particulier, [une] tentative de conciliation des différentes croyances en une nouvelle qui en ferait la synthèse »¹⁰. La seule occurrence attestée du terme « synchrétisme » dans la littérature antique se trouve chez Plutarque (dans *De fraterno amore*, 19) qui utilise le substantif *sunkretismos* dans le sens d'une conciliation, même provisoire (ici un accord entre les cités crétoises en guerres perpétuelles, pour faire face à une menace commune), et le verbe dérivé *sunkretizein* dans celui de faire alliance, se coaliser.

En contexte missionnaire, « synchrétisme » désigne « le plus souvent péjorativement l'amalgame du christianisme et des religions traditionnelles »¹¹, ou « l'amalgame d'éléments religieux ou cultu-

rels de provenances diverses, ainsi dans certaines acculturations entre le christianisme et telle ou telle religion traditionnelle hors d'Europe »¹². Cette connotation péjorative est due en général aux diverses formes de recomposition religieuses ou du paysage religieux dans le contact du christianisme avec les cultures et religions d'ailleurs, africaines dans notre cas. Ces recompositions produisent des effets de dérive ou considérés comme tels (notamment l'occultisme, la parapsychologie, des formes nouvelles de spiritualité et des mouvements religieux hybrides se réclamant ou s'inspirant du christianisme etc.) qui apparaissent hétérodoxes au regard du christianisme traditionnel, en quelque sorte « une inculturation ratée ou trahie » à éviter, voire à bannir¹³.

Cependant, ces définitions devenues conventionnelles ne prennent pas suffisamment en compte la complexité et l'histoire, voire l'ambiguïté de ce concept¹⁴. Dans un article de 1967, Harold Turner écrit : « Toutes les Églises chrétiennes sont syncrétiques, et plus une Église africaine devient indigène, plus elle sera syncrétique. Nous avons besoin de réévaluer ce type de synchrétisme pour donner au terme un sens clairement positif »¹⁵. Pour cela, il peut être important de clarifier le concept de conversion et de le distinguer de celui de prosélytisme, résultats de l'activité missionnaire. Dans un sens commun, la conversion est vue comme un changement d'allégeance entre différentes Églises chrétiennes ou différentes religions.

La compréhension biblique de la conversion est celle d'un changement de perspective ou de direction. Les termes hébreu *teshuva* et grec *metanoia*, sont les mêmes qui expriment la repentance. La conversion est avant tout une démarche spirituelle et intérieure par laquelle l'Écriture en tant que Parole de Dieu et Évangile permet à



Bible en coréen. Galates 3, 27-29. La diversité des traductions est le premier vecteur des contextualisations.

8) Paul Tillich, *Dogmatique*, 2^e partie, trad. P. Asselin et L. Pelletier, Paris/Genève/Québec, Cerf/Labor et Fides/PUL, 1997, p. 262-364, spéc. 297-302.

9) Paul Tillich, *Substance catholique et principe protestant*, trad. sous la dir. d'A. Gounelle, Paris/Genève/Québec, Cerf/Labor et Fides/PUL, 1995, p. 40-49.

10) Définition dans www.cnrtl.fr/definition/syncretisme, consulté le 9 février 2017.

11) Philippe Chanson, « Synchrétisme », in *op. cit.*, p. 329.

12) Pierre Gisel, « Synchrétisme », in P. Gisel et al. (éd.), *Encyclopédie du protestantisme*, Paris/Genève, PUF/Labor et Fides, 1995, p. 1506-1507.

13) François Boespflug, « Le synchrétisme et les synchrétismes : périls imaginaires, faits d'histoire, problèmes en cours », in *Revue des sciences philosophiques et théologiques* n° 90, 2006, p. 273-295, spéc. p. 274.

14) Pour l'évolution de ce terme, voir F. Boespflug, *ibid.*

15) Harold W. Turner, « A Typology for African Religious Movements », in *Journal of Religion in Africa*, vol. 1, n°1, 1967, p. 1-34, spéc. p. 14 et ss.

une personne de connaître Dieu, c'est-à-dire de recevoir et de vivre la foi en Lui. Selon Andrew Walls, la conversion travaille avec ce qui est déjà là pour changer la direction de la loyauté religieuse. Elle est plus profonde que le prosélytisme qui cherche simplement à exprimer la loyauté religieuse à travers les expressions culturelles appartenant à d'autres groupes. Par exemple, si pour devenir chrétiens les gentils doivent d'abord devenir juifs, c'est du prosélytisme. Si, par contre, il y a pour eux un moyen de devenir chrétiens en restant eux-mêmes, c'est de la conversion¹⁶.



On pourrait appliquer cette illustration aux croyants africains : si les Africains doivent devenir juifs ou européens avant de devenir chrétiens, on a affaire à du prosélytisme ; si, par contre, ils peuvent devenir disciples du Christ en restant africains, c'est-à-dire disciples africains du Christ, il s'agit de conversion. Cette illustration permet de se rendre compte qu'une conversion authentique correspond largement à ce que, sous l'influence d'une missiologie

ethnocentrique, nous désignons comme syncrétisme, avec une connotation péjorative. Sans tomber dans l'amalgame, il semble bien que l'évangélisation missionnaire, associée consciemment ou non à la mission civilisatrice, n'était rien moins qu'un prosélytisme, puisque dans ce cas la conversion devait passer par l'acculturation. Comme telle, elle a fini par refuser implicitement la conversion et privilégier, au mieux, une adaptation du vocabulaire local à une religion demeurée alors étrangère.

Contextualisation et révélation biblique

La Parole de Dieu comme texte

Dieu utilise toutes sortes de modalités pour se révéler et s'adresser aux humains. Hormis l'incarnation, les témoignages bibliques en évoquent plusieurs que nous ne sommes pas toujours en mesure de saisir. Par exemple, que s'est-il passé réellement dans les expériences d'Abraham dans les terres inconnues de Canaan, ou de Moïse dans les montagnes du Sinaï ? Comment les prophètes ont-ils entendu la voix de Dieu ? Toujours est-il que les croyants d'aujourd'hui font l'expérience de cette révélation essentiellement

par les textes de la Bible. En d'autres termes, la seule chose dont nous disposons objectivement est cette Bible, cet ensemble de textes. La Parole de Dieu en est ainsi, d'une certaine manière, réduite au texte.

L'association de la Parole avec l'écriture s'est affirmée relativement tôt et la tradition biblique elle-même en est le premier témoin ; elle la fait remonter à Moïse à qui Dieu remet la loi qu'il grave lui-même sur des tablettes de pierre (Ex 24, 12 ; 31, 18 ; etc.). Depuis l'histoire deutéronomiste, cette loi est devenue un livre (Dt 17, 18 ; 28, 58 ; etc.), et le Nouveau Testament évoque et cite « la parole de l'Écriture » (Mc 12, 10 ; Lc 4, 21) ou, plus souvent, simplement « l'Écriture » (Mc 15, 28 ; Jn 2, 22 ; Rm 4, 3 etc.). Dans les récits de la tentation, Jésus et le diable citent chacun ce qui « est écrit » (Mt 4, 6-7 ; Lc 4, 4.8). C'est par et grâce à l'Écriture que la Parole divine nous est parvenue. Dans ces conditions, la centralité et la primauté du texte deviennent la condition première de notre écoute, y compris en contexte. C'est sur ce texte que se fonde le canon.

Ce fait peut être déconcertant parce qu'il limite le verbe de Dieu dans l'espace, sur le plan matériel, dans un livre, et ne rend pas justice au caractère infini de Dieu et de sa révélation. Mais c'est là aussi une chance, parce que le texte matérialise en quelque sorte l'incarnation. La Parole s'offre à notre compréhension et accepte de devenir objet d'étude, valorisant et stimulant les potentialités et la fécondité de notre esprit, permettant ainsi une relation toute humaine et toute historique à cette parole divine.

Il est donc fondamental, en parlant de contextualisation, de réaffirmer la centralité du texte - « le texte, d'abord ! » -, ce qui est une manière de reprendre le slogan du *Sola Scriptura* proclamé par les réformateurs protestants au 16^e siècle. Roland Barthes définit le texte comme « le tissu des mots engagés dans l'œuvre et agencés de façon à imposer un sens stable et autant que possible unique ». Comme tel, il est lié à l'écriture et joue les fonctions de sauvegarde en assurant la stabilité contre la fragilité de la mémoire et la légalité de la lettre. Il lutte contre le temps. Roland Barthes l'exprime ainsi :

La notion de texte est donc liée historiquement à tout un monde d'institutions : droit, Église, littérature, enseignement ; le texte est un objet moral : c'est l'écrit en tant qu'il participe au contrat social ;

16) Andrew Walls, « Converts or proselytes ? The crisis over conversion in the Early Church », in *International Bulletin of Missionary Research*, vol. 28, n°1, 2004, p. 6.

il assujettit, exige qu'on l'observe et le respecte, mais en échange il marque le langage d'un attribut inestimable (qu'il ne possède pas par essence) : la sécurité¹⁷.

La Parole de Dieu, de ce point de vue, est contenue dans ces tissus de mots que sont les textes bibliques. La stabilité du sens de cette Parole est ainsi liée au texte, rempart contre des excroissances herméneutiques fantaisistes qui pourraient se réclamer de la contextualisation. Dans la Bible, la textualité est donc un attribut essentiel de la Parole. Celle-ci est Écriture.

Le Sola Scriptura et l'autorité de l'Écriture comme présupposés de toute contextualisation

Le principe du *Sola Scriptura*, un des principaux slogans de la réforme protestante du 16^e siècle, en soi, ne va certes pas sans poser des problèmes. Pour preuve, des intégrismes religieux dans l'histoire ont appuyé leurs doctrines sur l'Écriture, et toutes les controverses théologiques ou presque, se réclament de la Bible. Une interprétation radicale du *Sola Scriptura* peut conduire à substituer le livre au témoin personnel qu'est le Christ lui-même et transformer l'Église de la Parole en une Église de l'imprimé¹⁸. Affirmer la centralité de l'Écriture, ce n'est donc pas s'attacher à un texte statique et immuable, mais considérer la Révélation avant tout comme Parole dynamique et témoignage. La centralité de l'Écriture signifie que cette dernière est considérée comme Parole vivante. Lorsque je prêche fidèlement la Parole conformément à cette Écriture, et qu'à la fin de ma prédication j'affirme que cette parole humaine, préparée et prononcée par moi, est Parole de Dieu, je montre bien qu'elle est investie de l'autorité divine.

La question de l'autorité de l'Écriture est liée à celle de son inspiration, plus exactement à l'idée que l'on se fait de cette inspiration. L'auteur de l'Épître à Timothée affirme que « toute Écriture est inspirée de Dieu, et utile pour enseigner, pour convaincre, pour corriger, pour instruire dans la justice » (2 Ti 3, 16), et de nombreux autres passages du Nouveau Testament vont dans le même sens (1 Pi 1, 10-12 ; 2 Pi 1, 19-21 ; Hé 1, 1-2 etc.). Affirmer

que l'Écriture est inspirée de Dieu, c'est affirmer que celui-ci est intervenu dans la vie des auteurs humains qui ont écrit les différents textes de la Bible à travers plusieurs siècles. Cela pose une nouvelle question, celle de la dialectique entre la lettre et l'esprit, discutée par Paul en 2 Co 3, 1-8. Celle-ci sous-entend que cette Écriture est bien plus que les lettres (en grec *grammata*) inscrites sur un support, elle est le souffle même de Dieu qui lui donne vie et sens. Elle débouche sur l'incarnation.

La Parole de Dieu qui fait autorité est donc plus que la lettre et les rouleaux, elle est plus que les livres imprimés. L'auteur de l'Évangile de Jean l'exprime en identifiant cette parole à une personne, le Christ. « Au commencement était la Parole, et la Parole était auprès de Dieu, et la Parole était Dieu » (Jn 1, 1).

La contextualisation comme une herméneutique de l'incarnation¹⁹

L'association de la contextualisation avec l'incarnation n'est pas nouvelle. Celle-ci appartient d'ailleurs déjà, en missiologie, au champ sémantique de celle-là. Nous voulons ici aborder la question surtout d'un point de vue herméneutique. L'incarnation de la Parole est un exemple herméneutique inédit donné par Dieu lui-même. En prenant vie dans la personne de Jésus, Dieu prend place dans l'univers matériel et dans l'histoire, et se donne à connaître. Il quitte en quelque sorte le tout-autre pour devenir le tout proche. Il renonce à son altérité absolue pour en prendre une relative puisqu'il s'identifie à l'humanité, vit et assume entièrement cette humanité, avec la relativité de ses contextes sociohistoriques, politiques, géographiques, économiques et culturels. Il se fait sujet de la contextualisation.

La conséquence herméneutique de l'incarnation de Dieu est que sa Parole, la Bible, est « connectée » à son milieu à tous les niveaux ; elle s'incarne dans les situations historiques particulières des lecteurs et des auditeurs²⁰, individuels ou en communauté. Quand Dieu se révèle, il parle et agit de manière à se faire comprendre, c'est-à-dire dans le langage propre à ceux à qui il se révèle. La tâche

17) Roland Barthes, « Théorie du texte », in *Encyclopaedia Universalis*, tome XV, 1973 (DVD rom).

18) Franz J. Leenhardt, *Parole, Écriture, sacrements*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1968, p. 62

19) Les réflexions ci-dessous sont des extraits remaniés de notre ouvrage intitulé *Exégèse et herméneutique en contexte*, Yaoundé, Dinimber & Larimber, 2014, p. 70-74.

20) Peter Enns, *Inspiration and Incarnation : Evangelicals and the Problem of the Old Testament*, Grand Rapids (Mi.), Baker Academic, 2006, p. 20 et p. 56.

herméneutique, par conséquent, consiste à entendre et à faire entendre cette parole de l'Écriture dans ces contextes variés, et ce en dépit de son éloignement historique²¹. En tant que Parole vivante de Dieu, le texte biblique résonne et interpelle le lecteur croyant (ou confessant) et la communauté à laquelle il appartient, dans leur vécu quotidien, dans leur réalité propre, qui peut être - ou non - analogue à (ou proche de) celle de l'auteur et de son milieu.

Cela ne va pas sans poser des questions. Il y a là un élément de risque qu'il faudra assumer. En s'incarnant, Dieu a pris le risque, on l'a dit, de quitter la sécurité que représentait son altérité absolue. En construisant sa cabane au milieu des humains (ce que signifie l'expression grecque *eskēnosen en hēmin* dans Jn 1, 14), il s'est livré, avec le risque permanent d'être mal compris, trahi ou embrigadé dans une perception univoque qui conduit au fondamentalisme et à l'extrémisme, ou encore d'être amalgamé à des idéologies ou à des comportements selon un effet de mode.

La vie et le ministère public de Jésus, jusqu'à l'épisode de la croix, illustrent bien ce risque. Jésus a pu entrer en conflit avec des gens qui, pourtant, défendaient la cause de Dieu et de sa Parole : les pharisiens et les scribes en l'occurrence. À côté de la foule d'admirateurs, de sympathisants et de disciples qu'il a attirée, dont il a nourri l'espérance et l'enthousiasme, il y avait des détracteurs qui se sentaient bousculés, voire menacés par ses paroles et ses actes, soit pour des raisons théologiques et religieuses, soit pour des raisons plus personnelles. Plus tard, au sein du christianisme naissant, des spectateurs des miracles opérés par les apôtres au nom de Jésus ont été tentés d'en manipuler le pouvoir à d'autres fins (Ac 8, 9-24). Toutes ces réactions résultaient de la lecture que ces personnes faisaient de Dieu et de sa Parole dans l'événement Jésus ; elles découlaient d'une herméneutique de l'histoire de l'incarnation, avec ses extrémismes potentiels de part et d'autre, et avec ses tentatives de manipulation et d'instrumentalisation.

De ce point de vue, l'incarnation, et avec elle la contextualisation, peuvent devenir source de divisions et de confusions. Les divisions et conflits générés par des interprétations contextuelles antagonistes de l'Écriture, ainsi que les récupérations à d'autres fins, occultes ou idéologiques, illustrent et prolongent ce risque

21) Jean Koulagna, *Bible, Église et société*, Yaoundé, CLÉ, 2013, p. 21.

de l'incarnation de la Parole. L'herméneutique ecclésiale doit pourtant pouvoir assumer ces différences de perception et admettre que, par-delà la dimension universelle de la Parole, celle-ci puisse soulever des questions locales susceptibles de déboucher sur des positionnements théologiques ou idéologiques tranchés.

L'incarnation de la Parole implique par exemple, une interaction entre la Bible, la culture, l'environnement sociopolitique et économique, et les questions nouvelles des lecteurs, dans l'espace et dans le temps. C'est bien dans ces conditions qu'elle reste Parole vivante qui nourrit notre foi et notre théologie et féconde notre soumission à cette Parole, pour résister à la fois aux fondamentalismes et aux interprétations lobbyistes des textes bibliques.



D'où l'intérêt de la théologie africaine²² et d'une herméneutique identitaire. À titre d'illustration, l'herméneutique biblique africaine doit pouvoir répondre à la question posée par l'orientation et les choix sexuels, la recherche génétique à des fins médicales ou agro-alimentaires (les questions de cellules-souches ou du clonage par exemple). Elle doit pouvoir apporter des réponses bibliques et pastorales appropriées face à des réalités qui déchaînent toutes sortes de passions et entendent s'imposer comme valeurs nouvelles et universelles²³. On pourrait également évoquer les questions internes à l'Église comme celle du ministère ordonné féminin, même si cette dernière question se pose en des termes différents. Dire, dans ce contexte, une parole qui ne s'enlise pas dans des compromis faciles ni ne s'enferme dans des dogmatismes, voilà tout l'enjeu. Le canon et l'autorité de l'Écriture se déploient à l'intérieur de cette tension.

La tâche herméneutique de la contextualisation consiste, par conséquent, à entendre et à faire entendre cette parole de l'Écriture dans les contextes les plus variés, et ce en dépit de son éloignement historique. L'incarnation de la Parole, en tant que clé et principe herméneutique, renvoie l'Église à sa présence et à son témoignage au monde, l'Église étant elle-même, en tant que témoin

22) On devrait peut-être plutôt parler « des » théologies africaines au pluriel au regard de l'extrême variété des expressions linguistiques et culturelles.

23) Voir à ce sujet Jean Koulagna, *Église africaine et homosexualité*, Yaoundé, CLÉ, 2013.

Une mosaïque d'Églises ou une Église mosaïque ?

Michel Durussel

C'est autour de ce questionnement que se sont tenues, le 15 novembre 2019, à Morges dans le canton de Vaud (Suisse), les Assises romandes de liturgie pour « penser et expérimenter une liturgie qui fait place à toutes les cultures ».

Il ressort de cette journée que la liturgie est bien un lieu nodal et sensible du défi posé aux Églises par le brassage des cultures dans nos sociétés. C'est dans ce domaine que se cristallisent tout particulièrement les tensions et les promesses d'une Église multiculturelle. Les expériences rapportées de l'Église évangélique au Maroc, de la Tavola valdese d'Italie, de Témoigner ensemble à Genève ou du projet Mosaïc-Alsace à Strasbourg ont révélé les difficultés d'avoir un espace liturgique commun à une grande diversité de cultures. Signe de cette difficulté, ce témoignage d'une fidèle paroissienne qui renonce à participer à des célébrations « mosaïques » : « Je ne peux plus, ça me fait violence spirituelle. »

Les différents intervenants ont parlé des chocs culturels vécus dans des contextes très diversifiés, mais qui tous sont marqués par l'expérience de la précarité et du déracinement. La confrontation entre la faiblesse des Églises historiques et la vigueur des expressions de foi venues du Sud qui s'expriment souvent dans une débauche de décibels est le marqueur d'une cohabitation exposée aux incompréhensions et aux ruptures. Dès lors, célébrer en commun est un vrai défi. Pour le relever et aller au-delà des blocages et des ruptures, quelques pistes sont apparues :

Faire preuve de patience : il faut du temps pour se connaître, s'approprier, aller au-delà des peurs. Avant de se lancer dans de

de la présence de Dieu au monde, un signe de cette incarnation, de cette contextualisation qui n'est jamais un processus achevé : la foi doit être à nouveau semée pour chaque génération, et donc pour chaque contexte particulier.

Remarques conclusives

Deux observations s'imposent. Premièrement, cette étude a montré comment, bien que la contextualisation ou l'inculturation fassent partie du vocabulaire du christianisme extra-occidental depuis longtemps déjà, ces concepts demandent encore à être clarifiés et pour cela élagués des pesanteurs condescendantes qui continuent, d'une certaine manière, à les affecter. Car, entre indigénisation et accommodation entendues comme adaptation par défaut, syncrétisme compris comme déviance, et le couple contextualisation/inculturation, l'on est loin de s'y retrouver. Par ailleurs, il n'est pas certain que l'on dise toujours la même chose en faisant appel à ces concepts. Ceux-ci ont donc besoin d'être redéfinis en tenant compte de l'évolution des charges sémantiques que leur imposent le temps et l'espace. De même que l'Église doit être toujours en train de se réformer, de même la contextualisation doit constamment être redéfinie et repensée.

Deuxièmement, dans cette optique, ce sont les fondements mêmes de la contextualisation, tant au plan théologique, herméneutique que méthodologique, qui doivent pouvoir être (re)définis clairement. Faut-il encore rappeler que notre théologie, dans le protestantisme en tout cas, repose sur le principe du *Sola scriptura*, qui est bien plus qu'un slogan. C'est dire que notre démarche est fondée sur cette Parole divine devenue Écriture et dont l'interprétation est portée par une tradition bimillénaire, mais aussi par des contextes de réception extrêmement pluriels. Cette histoire herméneutique part du modèle donné par Dieu lui-même dans l'incarnation : en choisissant de s'incarner dans l'histoire humaine, Dieu fait également le choix d'être interprété et contextualisé dans les diverses situations historiques et culturelles, et de s'adresser à ces divers contextes, sans préjugés. Pour le dire de façon extrême, Dieu, par le Christ, fait le choix d'épouser les identités de ceux qui le reçoivent, l'écoutent et l'accueillent, quitte à ce que cela soit, d'une certaine manière, perçu comme du syncrétisme.

grands projets, il faut un espace bienveillant pour se rencontrer, pour s'écouter, pour échanger ; il y a du chemin à faire pour découvrir toutes les couleurs qui viennent en Europe ;

Accepter la différence sans essayer de la nier : cela peut conduire à ne pas vouloir réunir tout le monde dans un même type de célébration, mais à préférer offrir aux fidèles des modes de célébrer ensemble différents, tout en facilitant et en encourageant les passerelles ;

Avancer par expérimentation, en prenant le risque de se tromper ; ne pas chercher une manière de faire définitive mais faire preuve de souplesse ;

Accepter de s'impliquer personnellement, de « se mettre en danger », pour aller à la rencontre de l'autre ;

Valoriser les éléments symboliques qui permettent à chacune de donner un sens à ce qui est vécu : ainsi la Cène comme repas symbolique peut être un élément d'entrée en fraternité ;

Chercher un projet d'Église à partager : où veut-on aller ensemble avec le Seigneur ?

Développer la formation, tout particulièrement à l'interculturalité, à la fois des leaders et des laïcs, et remettre sans cesse l'ouvrage sur le métier car beaucoup de communautés sont mouvantes et volatiles ;

Favoriser un leadership à plusieurs, avec des sensibilités variées, pour éviter de voir une couleur prendre le pas sur toutes les autres.

Comme on le voit, le chantier est énorme, il demande un véritable investissement personnel et communautaire. Espérons que l'initiative de cette journée ne reste pas lettre morte, mais qu'elle aide à faire briller la flamme d'une Église véritablement ouverte à l'universel.

86

En guise d'envoi, je reprends volontiers la formule de Claudia Schulz : « L'enjeu n'est pas d'évangéliser l'autre, mais la relation à l'autre. »

Lecture



Yann Karlen et Stefano Boroni, *Capitão*, Lausanne, Antipodes, 2019, 113 p., 22 euros.

Une bande dessinée qui parle de mission et de mission protestante de surcroît, voilà qui n'est pas fréquent. La référence que tout le monde a à l'esprit, c'est le fameux *Tintin au Congo* qui concentre tous les clichés que l'on peut avoir sur le rapport entre missionnaires et missionnés, entre Blancs et Noirs. Cette vision qui correspondait à l'image que l'on se faisait de l'Afrique en Europe au tournant des années 30 a marqué les esprits et a servi à faire le procès de l'entreprise missionnaire. En quoi cette nouvelle BD échappe-t-elle ou non à cette image ?

Contrairement à Hergé, les auteurs de *Capitão* se sont documentés sur le contexte dans lequel se passe l'histoire racontée ; celle-ci se situe entre deux époques, celle de la lutte du roi de Gaza, Gungunhane, contre l'emprise coloniale portugaise au Mozambique à la fin du XIX^e siècle et celle de la jeunesse d'Eduardo Mondlane (1920-1969), premier président du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), qui obtiendra l'indépendance du pays en 1974.

A la base de la BD, il y a donc un travail de recherche historique en profondeur qui devait conduire originairement à une thèse de doctorat en anthropologie. La ressource documentaire principale utilisée est le journal du missionnaire et médecin neuchâtelois Georges-Louis Liengme (1859-1936) qui a vécu de près la colonisation du pays par les Portugais et leur guerre contre le roi Gungunhane. Même s'il se base sur un substrat historique solide, le récit laisse libre court à la fiction ; le personnage central

87

surnommé Capitaio, lui aussi missionnaire et médecin, garde un aspect « tintinesque » ou romanesque : son action est purement individuelle, c'est uniquement son envie d'amener les autochtones à la foi en Christ qui le parachute dans la région de Mandlakaze, sans lien avec une Église ou une « base arrière » qui porterait sa mission. Comme Tintin, il débarque vierge dans l'histoire, on ne sait rien de son passé ni de ses racines sociales ou spirituelles.

Par-delà cette « simplification » de la réalité missionnaire, se développe une véritable réflexion sur le sens de la mission dans un pays lointain : peut-on vraiment rencontrer l'autre quand on veut le convertir ? Le héros, ou anti-héros, évolue tout au long de l'histoire. L'amour qu'il découvre en Afrique, ainsi que la brutalité de l'histoire coloniale, le conduisent à se poser beaucoup de questions sur son identité et sur son rapport à l'autre. Il vit douloureusement l'impossibilité à rejoindre véritablement ce peuple mozambicain qui le touche et dans lequel il aimerait s'intégrer. Sa foi est questionnée en profondeur et il est amené peu à peu à une vision humaniste de l'amour divin. Réduit à l'impuissance (et à se réfugier dans l'alcool) par la force des circonstances, il découvrira qu'il peut tout de même aider le peuple mozambicain en apportant au jeune Eduardo Mondlane, qu'il rencontre par hasard dans une taverne, une formation qui lui servira pour mener la lutte contre l'oppression coloniale.

Ainsi est rappelé le rôle important qu'a joué la Mission suisse dans la formation de la conscience identitaire des élites mozambicaines qui sera à la base du mouvement de libération du pays. Un dossier historique à la fin de la BD permet d'avoir un bon survol de ce lien très fort qui s'est tissé entre la Suisse et le Mozambique au travers de la Mission issue des Églises réformées romandes.

88

On se laisse prendre par ce récit généreux qui nous fait réfléchir au-delà des clichés ; contrairement aux cases d'Hergé avec leur ligne claire, le dessin en noir et blanc de Stefano Boroni est foisonnant, il fait vibrer une humanité riche et vivante.

Michel Durussel

Réflexion

Covid-19 : décomposer les passions

Marc Frédéric Muller



Une crise sanitaire révélatrice d'évolutions et de différends profonds sur les valeurs collectives

Face à la crise sanitaire du Covid 19 sont mises à jour les réalités d'un « système monde » dont l'ordre est très relatif, précaire, soumis aux intérêts nationaux et aux rapports de forces. L'impuissance des États à juguler le phénomène nous rappelle aussi les limites des pouvoirs publics. Enfin, les fragilités individuelles, tant somatiques, psychiques, morales que spirituelles, exposées à la maladie, nourrissent l'angoisse collective générée par la non-maîtrise de la vie.

Même s'il n'y a rien de vraiment nouveau sous le soleil, on peut essayer de décrypter quelques caractéristiques de l'époque en relevant quelques tensions ou double-contraintes.

La priorité de la vie sur l'économie

Sans qu'il fût besoin de remonter trop loin dans le passé, on a souvent rappelé que des épidémies au XX^e siècle furent sévères : En 1918-19, la « grippe espagnole » provoque des dizaines de millions de morts, dont 400 000 en France. La « grippe asiatique », en 1957, tue au moins deux millions de personnes (mais peut-être trois, voire quatre), dont plusieurs dizaines de milliers en France. La « grippe de Hong-Kong » de l'hiver 1969 occasionne un million de morts, dont 40 000 en France.

89

L'économiste Pierre Veltz relève qu'en temps ordinaires, on compte en France 600 000 décès par an et onze millions en Chine. Sans minimiser le drame sanitaire, celui-ci sera peut-être à peine perceptible sur les courbes statistiques et, malgré toutes les plaintes des professionnels médicaux souvent justifiées, nous vivons dans un monde de plus en plus sûr pour la santé. Néanmoins, lors des précédents épisodes épidémiques, l'économie n'avait pas été stoppée. C'est là le constat majeur. « Nous avons augmenté la valeur de la vie humaine, en même temps que les médias et l'Internet nous ont apporté une transparence et créé un niveau d'exigence sans commune mesure avec celui du passé ».

Il serait pourtant très naïf de dissimuler les rapports étroits entre sécurité sanitaire et économie, entre santé et capacité de production, entre bien-être social (selon les critères contemporains) et richesse partagée.

La solidarité planétaire au défi des intérêts nationaux

La mondialisation croissante des échanges de personnes et la globalisation économique ont été des facteurs de la propagation extrêmement rapide du virus. L'alerte tardive de la Chine sur l'existence de cette contamination a été d'autant plus irresponsable. Les solidarités internationales ont trop peu été au rendez-vous, avec une gestion essentiellement nationale de la crise, même dans l'Union européenne. Une compétition sauvage pour accéder aux matériels de protection (masques, tests) ou thérapeutiques (médicaments, respirateurs) ont laissé de nombreux gouvernements au pied du mur de la dépendance. Les États-Unis de Donald Trump ont mis en cause la probité et l'efficacité de l'Organisation mondiale de la Santé. Pourtant, de nombreuses voix ont souligné la nécessité de collaborations étroites pour contrecarrer l'épidémie, partager les informations scientifiques ou rechercher un vaccin.

Dans un monde où les passions nationales demeurent prépondérantes (moteurs de la compétition sportive comme de la course aux armements), les voies d'une interdépendance heureuse, dans une logique gagnant-gagnant, sont difficiles à trouver. Un minimum d'indépendance stratégique semble être de bon aloi, mais il ne saurait occulter l'impératif d'une approche concertée et collaborative pour surmonter les défis multiples de la planète, que ce

soit la protection sanitaire, le contrôle des menaces climatiques, la garantie de la sécurité alimentaire, ou la lutte contre la criminalité. La résistance des pays les plus riches à remettre les dettes des pays africains montre aussi que l'indépendance tangible est un privilège âprement défendu, en maintenant sous l'eau si besoin la tête des plus fragiles.

Le génie des cultures face à la crise

Les importantes disparités sur la carte des pays touchés par le Covid-19 ont suscité de nombreuses interrogations et il faudra certainement du temps pour avoir des réponses, si elles arrivent. L'approche comparative dans l'analyse des dispositifs mis en place par les États pour protéger les populations a souvent mis en avant des facteurs socio-culturels, et non seulement des arbitrages rationnels suivant les préconisations des experts ou scientifiques. Les mesures de distanciation sociale seraient plus simples à mettre en place en Corée du Sud ou en Allemagne dont les peuples seraient, par ailleurs, disciplinés, obéissants envers les autorités. Il faut bien admettre que les écarts entre la France et l'Allemagne sont saisissants ; entre le « je » centralisateur en surplomb de l'Élysée et le « nous » fédéral de la chancellerie s'opposent deux cultures politiques : la première réactive et verticale, la seconde préventive et coactive.

Le contraste entre les stratégies retenues parmi les pays européens montrerait quelque chose de l'âme des nations : pour ne pas céder au confinement, les Britanniques, tentés par le « business first », ou bien les Suédois, champions de l'individualisme protestant, auraient joué la carte de l'immunité collective accélérée, mais avec plus ou moins de succès. À l'inverse Italiens, Espagnols ou Français, malgré des résistances populaires et dans une débâcle toute latine, auraient imposé des règles de confinement aux résultats peu probants.

Dans le contexte français, le débat sur le recours au « tracking » (grâce à une application téléchargeable sur téléphone portable) pour repérer et suivre les personnes contaminées est significatif d'une hiérarchie des valeurs et, peut-être, d'une forme de mentalité. Nombreux sont ceux qui craignent une atteinte aux libertés individuelles et pensent les défendre contre la justification d'une sécurité sanitaire collective promue par l'État.

Pour un élu local, le faible taux de contamination dans les départements français du Cantal ou de la Lozère serait lié aux mentalités rurales respectueuses des consignes données par le gouvernement et relayées par les responsables territoriaux. La faible densité de population n'y est peut-être pas étrangère non plus.

Sans négliger le rôle d'éléments culturels, la mise en avant des facteurs organisationnels et socio-économiques devrait certainement rééquilibrer des jugements qui ressemblent trop souvent à des clichés. Les inquiétudes relatives aux capacités des Etats africains à se défendre contre l'épidémie ont ainsi fait le lien avec la quasi-impossibilité d'un confinement efficace en raison des modes de vie, mais beaucoup de commentateurs ont surtout montré l'insuffisance de moyens dans ces pays.

L'égalité des citoyens à l'épreuve de l'utilité sociale

Le confinement, qui a stoppé net une partie significative de l'activité économique, a remis les inégalités sociales au-devant de la scène. Nous ne sommes pas égaux dans la crise sanitaire. Le confinement étouffe les mal-logés, les emplois précaires ont été détruits, l'accès limité à Internet pénalise les enfants de milieux défavorisés. Des syndicats réclament une revalorisation salariale depuis que « les premiers de cordée ont été éclipsés par les premiers de corvée ». Des politiciens de tous bords conviennent que la crise a montré la nécessité de remettre à plat la valorisation des métiers.

Tout en haut de la grille, on trouve la première ligne : le personnel médical et hospitalier, la sécurité civile qui luttent pour la survie. En seconde ligne, ceux qui permettent à la société de tourner : exploitants agricoles, ouvriers de l'industrie productrice des produits de subsistance, employés des services de première nécessité comme les caissières ou les éboueurs. Le reste se trouve dans une troisième ligne confinée, soit « inutile » soit « à risques » face à la maladie.

La reconnaissance sociale est un enjeu politique primordial. Le président Macron a énoncé un fondement de cette reconnaissance en citant l'article 1^{er} de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen : *“Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.”* Mais des questions demeurent ouvertes : sur quels critères définir l'utilité sociale ? La distinction sociale implique-t-elle des

formes de rétributions : médailles, primes ou augmentations salariales ? Comment articuler le sens du devoir, du service, de la responsabilité citoyenne avec une logique qui validerait indirectement de nouvelles hiérarchies sociales ?

Confinement accru du religieux

En Occident, l'interdiction générale des célébrations religieuses, notamment des services dominicaux, est peut-être sans précédent. Ni en temps de guerre, ni lors de contagions de masse, les offices n'avaient été suspendus. Comment lire ce fait ?

La suspicion envers le religieux

Très tôt, les rassemblements religieux ont été stigmatisés dans la propagation du Covid-19. En Corée du Sud, le premier foyer de contamination a été la ville de Daegu, considérée comme l'équivalent de Wuhan en Chine. Le point de départ fut une communauté religieuse « para-chrétienne » : l'Église Shincheonji de Jésus, dont plus de 5 000 membres ont été déclarés porteurs du virus. Les autorités municipales ont porté plainte contre son dirigeant ; une pétition très suivie a réclamé la dissolution de cette assemblée. En France, l'Église de la Porte ouverte de Mulhouse a été pointée du doigt comme le principal déclencheur de l'épidémie dans l'hexagone ; les polémiques se sont multipliées à son encontre et ses responsables ont reçu des menaces.

L'irresponsabilité du religieux a pu être dénoncée dans le signalement de comportements jugés dangereux : juifs ultra-orthodoxes à Jérusalem, catholiques intégristes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, islamistes dans de nombreux pays arabes. Le journal satirique *Charlie Hebdo* a pu titrer : « Dieu facteur de contamination massif » ou « Ces religieux qui propagent leur virus », et Inna Shevchenko écrit : « Avec la pandémie de Covid-19, pour une fois, les religions ne pourront pas capitaliser sur les peurs et le besoin de soutien moral en offrant un sentiment de communauté ».

L'utilité sociale du religieux en temps de crise

Une « évidence » ne semble plus souffrir de contestation dans la société : les assemblées cultuelles n'ont pas un caractère vital ou essentiel. Les mesures dérogatoires au confinement n'ont pas inclus les pratiques religieuses hebdomadaires collectives. Les cérémonies d'obsèques ont été extrêmement encadrées, limitées



à dix participants et les personnes endeuillées ont préféré renoncer ou surseoir la demande de rites funéraires. Dans les sociétés laïques, et même dans les pays qui ne le sont pas, le recours au religieux ne saurait être mis au premier plan en cas de péril. Ce constat est d'importance dans la mesure où les clercs comme les fidèles partagent également cette conviction. Ainsi, la compréhension théologique du religieux est à la fois détachée de l'utilité sociale et de son incarnation dans une dimension communautaire localisée.

Par conséquent, dans une situation de confinement, même partiel avec l'appel à la « distanciation sociale », le « retour sur soi » et la méditation deviennent des voies de salut personnel assez prisées même si elles peuvent avoir, en un premier temps, une dimension compensatoire. La mise en quarantaine a aussi favorisé un élan impressionnant de créativité pour déjouer l'enfermement et la pression anxio-gène des médias relayant en boucle les moindres détails de la pandémie : réalisation de vidéos mises en ligne pour nourrir les besoins spirituels, cultes en direct par le net, réunions ecclésiales en visioconférences.

Le raz-de-marée virtuel, à travers les réseaux sociaux, aura permis à beaucoup de décompresser et de surmonter les effets déprimants de l'isolement. Selon certains, un pli aura été pris et les Églises devront en tenir compte pour habiter beaucoup plus fortement cet espace numérique. Le public atteint sur la toile est multiplié par dix, vingt ou trente, si on compare aux assemblées paroissiales, locales. De quoi susciter un certain enthousiasme.

L'Église de proximité

Pour autant, cela devrait-il se substituer durablement aux modes classiques de réunion ? Certainement pas. Il est important de ne pas oublier les personnes exclues de ces réseaux Internet. En outre, seule la communauté incarnée, édifiée par des rencontres personnelles, rend possible les échanges et les partages solidaires. Les

gestes de rupture de la distanciation sociale, en dehors des temps de contagion bien sûr, participent de l'être de la communauté chrétienne, dans la bienveillance d'une fraternité et dans le service du prochain, de ceux dont on se fait proche.

La nature et l'étendue des répercussions de la crise sanitaire difficiles à anticiper

Le rituel de 20h, qui consiste à ouvrir sa fenêtre pour applaudir les personnels soignants engagés en première ligne contre le coronavirus, offre l'image humaniste d'une population prête à se serrer les coudes et à mobiliser ses énergies positives pour le bien commun. Les manifestations d'entraide n'ont pas manqué avec le voisinage, dans les milieux associatifs ou par le volontariat.

Tous unis dans la polémique

Mais, dans le même temps, les polémiques et les controverses sur la gestion de la crise n'ont pas cessé. L'unité nationale n'a pas été un mot d'ordre partagé par la classe politique, et les médias, focalisés sur le seul sujet d'intérêt, ont eu de la peine à ne pas monter en épingle la moindre critique, le moindre grain de sable, d'où qu'il vienne, sans hiérarchisation ni mise en perspective de l'information. Les bassesses et la médiocrité auront eu leurs heures de gloire et elles auront essaimé.

L'anticipation de mouvements sociaux, promis par des « Gilets jaunes » ou par des extrémistes, juste après le déconfinement, repose sur la volonté d'imposer des changements radicaux, sans attendre le débat démocratique. Les partis entendent exiger des comptes et espèrent engranger des dividendes électoraux sur des conclusions déjà concoctées et sans appel. Des individus ou des collectifs ont déposé plainte devant la Cour de justice de la République, contre des ministres, pour demander des sanctions pénales.

Les crises enchaînées et déchaînées

Une autre agitation sociale, bien plus grave, pourrait émerger du fait de la récession, d'un chômage massif et de pertes de revenus conséquentes. La paupérisation est une menace sur la paix sociale. Les tiraillements entre le patronat et les organisations de salariés repartent face aux défis de la relance de l'activité et du remboursement des dettes qui sont colossales. Les attentes exponentielles envers l'État, loin de le renforcer, pourraient le déstabiliser faute de réponses satisfaisantes.

Au cœur même de la crise sanitaire, l'aspiration à une refondation de l'organisation et de l'action publiques s'est clairement exprimée. Elle est plutôt consensuelle, mais les projections divergent. Entre la proposition d'ajustements (par exemple stratégiques ou salariaux) et l'affirmation que plus rien ne saurait être comme avant, les écarts ne sont pas que quantitatifs. Le débat sur le modèle de société, voire de civilisation, aura-t-il lieu ?

L'opportunisme politique, étayé par des théories conspirationnistes et par le populisme, est à l'affût. Il compte sur le chaos pour mieux rebondir et prospérer, prêt à désigner des boucs-émissaires, plutôt que de compter sur les échéances démocratiques. Dans les pays les plus pauvres, les effets possibles de la récession à ce niveau de gravité sont connus : carence des biens de première nécessité, famines, migrations sud-sud, conflits divers. Or, les grandes puissances pourraient s'épuiser dans la résolution de leurs seuls problèmes internes. Et il reste à espérer que les Etats-Unis et la Chine n'entreront pas dans une escalade de rétorsions, voire de provocations.

Le monde d'après au miroir du monde d'hier

Les croyants d'un Grand Soir ou les visionnaires d'un « monde d'après » pensent aussi avoir une occasion à saisir, notamment parce que le problème majeur du réchauffement climatique reste entier. Or, certains n'ont pas hésité à voir un gain écologique dans cette crise du Covid-19 : la nature reprend ses droits, la pollution régresse, la consommation d'hydrocarbures chute, les circuits courts relèguent au second plan les échanges mondialisés. Même si cela aura été par le sacrifice, la démonstration serait faite qu'un autre monde est possible. Rien n'est moins sûr. Néanmoins, une avancée significative pour la transition écologique est à portée de main ; dans le cadre de la relance, la négociation des investissements peut privilégier cet enjeu majeur.

Comme hier, demain encore, il faudra compter avec les passions humaines, avec les luttes pour le pouvoir et avec des intérêts nationaux contradictoires. Si le pire n'est pas impossible, il n'est pas le plus probable. Comme hier, demain encore, le monde aura besoin de forces spirituelles qui témoignent et agissent dans la confiance inspirée par l'Évangile du Christ.

96

Hartmut Rosa



Résonance Une sociologie de la relation au monde

La Découverte, 2018

[2016, traduit de l'allemand par
Sacha Zilberfarb et Sarah Raquillet],

536 p., 28 €



Résonance, un ouvrage à la fois consistant et accessible à un large public, dont les axes de réflexion concernent toute la société (essentiellement occidentale), et chacun d'entre nous, en profondeur.

L'auteur interroge notre modernité, notre rapport au temps et questionne la marche d'un monde qui s'accélère. Avec le concept de résonance, il nous amène à nous poser la question : une autre relation au monde est-elle possible ? « La résonance... c'est le moment où je m'arrache au "toujours plus" de vitesse, de richesse, de jouissances pour mettre à jour mon humanité. »

Hartmut Rosa est un réaliste - « La

résonance reste la promesse de la modernité mais l'aliénation est sa réalité » - qui se veut malgré tout optimiste : « Un monde meilleur est possible, un monde où il ne s'agit plus avant tout de disposer d'autrui mais de l'entendre et de lui répondre ».

Voici un livre et une théorie qui, même s'ils ne peuvent prétendre rendre compte entièrement de la réalité historique et de ses contradictions, font déjà figure de références.

L'auteur : Hartmut Rosa est un sociologue et philosophe allemand, enseignant à l'université Friedrich-Schiller de Iéna.

Parmi les recensions disponibles sur Internet, nous vous en proposons une : <https://www.choisir.ch/arts-philosophie/philosophie/item/3422-une-sociologie-de-la-relation-au-monde>



La plupart des anciens numéros sont
disponibles

sur simple demande, notamment :

- 75 Protestantisme global, fondements et évolutions
- 76 Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?
- 77 Forum PM : Églises et replis identitaires
- 78 L'Évangile selon les Coréens

La collection est aussi disponible sur notre site internet
www.perspectives-missionnaires.org

Association Perspectives Missionnaires

président : Jean-François Zorn
vice-présidente : Claire-Lise Lombard
secrétaire : Silvain Dupertuis
trésorier : Etienne Roulet

Directeur de la revue
Marc Frédéric Muller

Secrétaire de rédaction
Claire-Lise Lombard
102, boulevard Arago
F 75014 PARIS
Tél. +33 (0) 142 34 55 55
bibliotheque@defap.fr

Équipe de rédaction

Jean-René Amesfort, Jean-Marie Aubert,
Gwenaél Boulet, Silvain Dupertuis,
Michel Durussel, Samuel Johnson, Claire-
Lise Lombard, Augustin Nkundabashaka,
Marc Frédéric Muller, Etienne Roulet,
Claire Sixt Gateuille, Jane Stranz, Gilles
Vidal, Jean-François Zorn, Basile Zouma

Partenaires institutionnels

DM-échange et mission (Lausanne)
Défap-Service protestant de mission (Paris)
Service missionnaire évangélique
(St-Prex, Suisse)

Abonnements

Normal : 25 €, 35 CHF, 25 US\$
Soutien : 35 €, 45 CHF, 35 US\$
Suisse : Perspectives Missionnaires,
CCP N° 17-471464-8
IBAN : CH30 0900 0000 1747 1464 8
France : PM – CCP N° 5284851 J 020
IBAN : FR69 2004 1000 0152 8485 1J02 016

Administration et comptabilité

Perspectives missionnaires
DM-échange et mission
Chemin des Cèdres 5
CH 1004 Lausanne (Suisse)
Tél +41(0) 21 643 73 73
Courriel: secretariat@dmr.ch

Maquette - réalisation

J-Marc Bolle / MAJUSCULES Communication